

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE QUELQUES CARACTÈRES
DE LA
GÉRANCE DANS LA SOCIÉTÉ
A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée le 15 Mai 1933, à 14 heures

PAR

Georges BROCHE

JURY...	{	Président : M. J. ESCARRA, <i>professeur.</i>	
		Suffragants {	M. HAMEL {
		M. SOLUS {	Professeurs.

PARIS
LES ÉDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

DE QUELQUES CARACTÈRES
DE LA
GÉRANCE DANS LA SOCIÉTÉ
A RESPONSABILITÉ LIMITÉE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée le 15 Mai 1933, à 14 heures

PAR

Georges BROCHE

JURY... { *Président : M. J. ESCARRA, professeur.*
 { *Suffragants* { M. HAMEL } *Professeurs.*
 { M. SOLUS }

PARIS
LES EDITIONS DOMAT-MONTCHRESTIEN
F. LOVITON et Cie
160, RUE SAINT-JACQUES

1933



A MES PARENTS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41549908_0047

INTRODUCTION

La loi du 7 mars 1925 a marqué une date importante dans l'évolution de notre droit des sociétés. Dans une législation aussi traditionnelle que la nôtre, où depuis si longtemps nos types de sociétés commerciales étaient fixés et s'imposaient à notre vie des affaires, il était normal que l'apparition d'une institution comme la société à responsabilité limitée — rompant notre distinction rigoureuse entre sociétés de personnes et sociétés de capitaux — fit d'une certaine manière révolution; tout au moins qu'elle rendit nécessaire toute une période d'adaptation.

Or, dès l'apparition de la loi, notre pratique eut, pour l'institution nouvelle, un véritable engouement que n'expliquent pas seulement d'ailleurs les avantages purement juridiques de celle-ci, mais aussi et surtout peut-être, les privilèges fiscaux que le législateur avait cru bon d'y attacher.

Après ces premières années d'une expérience un peu précipitée, il ne peut cependant être question aujourd'hui, de faire, même indirectement, le procès de la société à responsabilité limitée. Celle-ci demeure une institution précieuse, permettant à des personnes unies par un lien personnel quelconque, lien familial ou amical, ou simple con-

fiance d'affaires, et ne voulant ou ne pouvant pas exposer la totalité de leur patrimoine, de créer, légitimement, une entreprise commune répondant à leurs désirs. En ce sens, la loi du 7 mars 1925 est un progrès de notre droit.

Le fait que de grands pays industriels, l'Allemagne d'abord, avec les G. M. B. H. (1) de la loi du 29 avril 1892, et malgré de profondes différences de législation, l'Angleterre, d'une certaine manière, avec la « Private Company » l'aient adoptée bien avant nous, prouve qu'une telle institution peut être envisagée comme une forme naturelle de l'activité juridique, et nécessaire. Mais en France surtout, en raison des coutumes bien établies de notre crédit, cette institution comporte des risques graves que l'expérience devait nécessairement préciser.

En 1908, dans une étude sur « La société à responsabilité limitée en droit allemand contemporain » M. Jacques HATT (2) pouvait écrire : « Nous sommes accoutumés à considérer le déploiement d'une activité de premier plan dans l'exploitation d'une entreprise propre comme inséparable d'une responsabilité illimitée (commerçant isolé, associé en nom collectif, commandité). Cette conception a été abandon-

(1) Gesellschaft mit beschränkter Haftung.

(2) Jacques HATT : *La Société à responsabilité limitée en droit allemand contemporain*. Thèse Paris, 1908, Librairie de la Société du Recueil Sirey.

née par le législateur allemand; la « *Gesellschaft mit beschränkter Haftung* » est le premier type d'association commerciale au moyen de laquelle des personnes peuvent bénéficier d'une réduction des risques au montant de leur apport, tout en développant, dans la mise en valeur de leurs capitaux personnels, une plénitude d'activité analogue à celle du commandité et des associés en nom collectif. Cette innovation peut-elle se justifier? ».

Question devenue chez nous tout à fait actuelle; et si elle ne constitue certes pas, cette question, l'objet direct de notre étude, nous avons tenu à entreprendre celle-ci en fonction de l'idée première qui la suscite.

Le gérant de la nouvelle société dont nous nous proposons, en effet, d'étudier, d'après la loi du 7 mars 1925, divers caractères les plus marquants, concentre essentiellement sur sa personne, les traits qui viennent d'être signalés. Seul intermédiaire de la société auprès des tiers, c'est souvent à lui-même, dont le nom constituera parfois toute la raison sociale, plus qu'à la Société, que les tiers feront confiance. Dans le domaine des petites entreprises, notre public fait mal la distinction entre crédit réel et crédit personnel. Et d'ailleurs l'activité propre du gérant résume bien souvent, à la vérité, toute l'activité de la société : ne semble-t-il pas, ce gérant, moins agir en « représentant » qu'en chef et en propriétaire d'entreprise responsable ?

Il y a là un ensemble de faits remarquables, qui peuvent

constituer, dans l'état de nos mœurs commerciales, un véritable danger.

En présence d'une telle situation, comment organiser la condition juridique du nouveau gérant ?

La loi devait-elle accorder à celui-ci de pleins pouvoirs et une véritable autonomie à l'égard des associés, lui laissant ainsi les « coudées franches », mais facilitant aussi l'assimilation entre sa personne même et celle de la société ? Allait-elle au contraire permettre aux associés, et valablement à l'égard des tiers, une intervention constante dans la gestion, leur donnant la faculté de réserver leur consentement aux actes les plus graves de celle-ci, de révoquer leur gérant à volonté : en un mot, non seulement de surveiller légitimement leurs intérêts mais d'affirmer de la même manière, dans l'intérêt des tiers eux-mêmes, la forme sociale de l'entreprise ?

Tel est le sens dans lequel nous examinons certains caractères qui nous paraissent essentiels de la gérance des sociétés à responsabilité limitée, d'après la loi du 7 mars 1925.

Nous étudierons, en premier lieu, caractère dominant, les pouvoirs donnés aux gérants par l'article 24 alinéa 2 de la loi, pouvoirs, nous le verrons, nettement exorbitants du droit commun.

Le sens de ce texte précisé et ses conséquences délimitées, nous serons amenés à étudier, dans une deuxième partie ;

d'une part la protection des tiers contre l'activité du gérant ainsi déterminée, et à cette occasion certaines mesures empiriques mises en œuvre par la pratique pour parer aux défaillances de l'institution créée par la loi du 7 mars 1925; d'autre part et dans le même sens, la protection des associés eux-mêmes.

L'élément le plus important de cette protection étant constitué, nous le verrons, par le droit de révocation du gérant, c'est ce droit qui, dans sa réglementation spéciale de l'article 24 alinéa 3, fera l'objet de la dernière partie de notre étude.

PREMIERE PARTIE

Les pouvoirs légaux des gérants de société à responsabilité limitée

CHAPITRE PREMIER

Les dispositions de l'article 24 de la loi du 7 mars 1925

Une triple innovation a été réalisée dans notre droit des Sociétés par l'article 24 alinéa 2 de la loi du 7 mars 1925 ainsi conçu :

«... Sauf stipulation contraire des statuts, ils (les gérants)
« ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en
« toutes circonstances : toute limitation contractuelle des
« pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers ».

I. — Une innovation de forme, tout d'abord, si l'on peut ainsi l'écrire.

Ni notre Code de commerce, ni la loi du 24 juillet 1867, qui reste la charte de nos sociétés commerciales, ne se sont souciés de déterminer les pouvoirs des gérants ou admi-

nistrateurs de nos sociétés de personnes et de nos sociétés de capitaux. En droit commun, la loi française laisse donc aux statuts le droit de disposer — dans le cadre de l'objet social — de l'étendue de ces pouvoirs; et dans le silence possible des statuts à cet égard, s'appliquent fort simplement en dernière analyse les règles générales du mandat suivant les principes des articles 1988 et 1856 de notre Code Civil.

La loi du 7 mars 1925 a rompu avec cette règle formelle : « votre Commission, a dit à la Chambre des Députés, M. Manceau Rapporteur du projet de loi au nom de la Commission du Commerce et de l'Industrie, a pensé qu'il arriverait souvent que les statuts oublieraient de déterminer « ces pouvoirs » (1).

Raison par trop simpliste. Exacte, elle eût été valable pour toutes les sociétés en général. Or l'ancien mode de disposer de ces pouvoirs, le mode libéral, ne faisait-il pas justement toute la souplesse de notre système, la possibilité d'adaptation du pacte social aux nécessités diverses du commerce et de l'industrie, objet de la société, à la nature, à l'importance de celle-ci, aux moyens d'intervention que l'on pouvait escompter plus ou moins rapides, plus ou moins compliqués de cet autre organe social, souverain celui-là, qu'est la collectivité des associés ? Et si les statuts ne s'expliquaient

(1) Séance du 16 novembre 1921. Annexe n° 3.349 J. O. du 19 avril 1922. P. 150.

pas sur cette étendue des pouvoirs, par suite d'un oubli, ou plus souvent, parce que leurs rédacteurs et les fondateurs de la Société, n'osant anticiper sur l'avenir, ne voulaient pas construire un mécanisme rigide, dont les modifications ultérieures constitueraient une source de difficultés, les règles traditionnelles du mandat n'étaient-elles pas les plus souples et les plus équilibrées dont on puisse souhaiter l'application ? La loi nouvelle devait-elle, par une disposition spéciale, intervenir ?

Aussi la raison profonde de cette intervention est-elle, à la vérité, toute autre que celle qui fut mise en avant par le Rapporteur de la Chambre.

Le législateur a voulu, en effet, introduire dans notre droit des sociétés, par le texte que nous avons cité, deux innovations de fond remarquables.

II. — Sauf clause contraire des statuts, les gérants, dit d'abord ce texte « ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société, en toutes circonstances ».

Ceci constitue un renversement pur et simple de la règle prudente de notre droit commun. Dans le silence des statuts, ce ne sont plus les seuls pouvoirs limités d'administration, dévolus par les règles générales du mandat, qu'il faudra accorder aux gérants, mais, au contraire « tous les pouvoirs » c'est-à-dire jusqu'aux pouvoirs les plus graves que l'on puisse donner à un administrateur de la fortune d'autrui : vendre, hypothéquer les immeubles de la société, tran-

siger ou compromettre, se faire consentir une ouverture de crédit, quelle qu'en soit l'importance... Et l'on se demande, au premier abord, si l'on peut fixer une limite certaine à l'étendue de ces pouvoirs, puisqu'en l'occurrence la loi les accorde « tous et en toutes circonstances ».

La réponse est facile : logiquement seront seuls interdits aux gérants les actes contraires à l'objet social et bien entendu toutes modifications quelconques aux statuts, cadres qui délimitent naturellement l'activité des représentants de la société. Seront donc pratiquement annulables pour excès de pouvoirs les seuls actes des gérants de sociétés à responsabilité limitée contraires à l'objet social ou aux dispositions statutaires (1), ou qui auront pour effet de modifier ou d'étendre celles-ci, ou à plus forte raison, de réaliser la dissolution de la société (vente de la totalité du patrimoine social) (2).

(1) Sous réserve de ce qui va être dit plus loin des dispositions statutaires limitant justement les pouvoirs des gérants.

(2) Il ne faut avoir garde d'oublier, en tête de la liste, les actes de disposition à titre gratuit de biens quelconques dépendant du patrimoine social, ces actes étant contraires, à priori, non seulement à l'objet social, mais à l'essence même du contrat de société qui est de réaliser des bénéfices en vue de les partager ; à l'exception cependant des gratifications d'usage et des donations rémunératoires, lesquelles sont compatibles avec une bonne administration sociale, n'étant pas désintéressées. — Règle commune d'ailleurs à toutes les sociétés (HOUPIN et BOSVIEUX : *Traité des Sociétés civiles et commerciales*, 5^e édition, T. I, p. 252, PIC : *Traité des sociétés commerciales*, T. I, n° 473 et T. II, n° 1.146. LEPARGNEUR : *Journal des Sociétés civiles et commerciales*, 1925, p. 187, article cité plus loin).

Ainsi toute l'activité de la société à responsabilité limitée, telle qu'elle a été délimitée par le pacte social, tout son sort, industriel ou commercial, est livré sans contrôle et sans interventions préalables possibles aux mains des gérants. Mais, si la loi de 1925 a ainsi voulu, par un renversement des choses, rompre — pour des raisons que nous rechercherons dans la suite — avec le droit commun des sociétés, ne s'agit-il pas justement de « droit commun » et les statuts dont M. Manceau le Rapporteur de la Chambre semblait craindre seulement tout à l'heure le silence ne peuvent-ils en disposer autrement ?

C'est ici que se place l'institution la plus originale de l'article 24 que nous étudions.

III. — Le texte de cet article précise bien que les gérants auront tous les pouvoirs « sauf stipulations contraires des statuts ». Mais il ajoute « toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans effet à l'égard des tiers ».

Qu'est-ce à dire ? La loi fait-elle une distinction entre « limitations statutaires » et « limitations contractuelles » des pouvoirs ?

Continue-t-elle à considérer suivant notre droit (1), com-

(1) Nous devons cependant signaler dans le domaine du droit commun, en matière de société en nom collectif, une jurisprudence nouvelle sur les limitations statutaires, exception aux règles traditionnelles, dont fait état un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 8 mai 1931 (*Gazette du Palais*, 1931, 2, 213; *Revue des sociétés*, 1931, p. 260) : aux termes de ce jugement, une

mun, les limitations édictées par les statuts (et régulièrement publiées) comme valables *erga omnes* et veut-elle seulement mettre les tiers à l'abri des limitations clandestines de pouvoirs prévues par les contrats particuliers de gestion passés entre associés et gérants ? (1)

disposition statutaire stipulant que les acceptations d'effets de commerce pour des sommes supérieures à 16.000 francs par exemple devaient comporter la signature sociale des *deux associés-gérants* serait inopposable aux tiers, comme contraire à l'article 22 du Code de Commerce, d'après lequel les associés sont tenus solidairement de tous les engagements de la société encore qu'un *seul associé* ait signé, pourvu que ce soit sous la raison sociale.

« Attendu, dit notamment le jugement, qu'on ne saurait obliger les tiers-porteurs de bonne foi à s'assurer que l'acceptation qui leur est remise répond à des stipulations spéciales des statuts de la société accepteur, alors que ladite acceptation présente la forme normale envisagée par la loi elle-même et généralement adoptée ».

Même en présence du texte de l'art. 22 C. Com., c'est bien là une conception diamétralement opposée à notre droit commun et qui, croyons-nous, doit demeurer isolée. (Cf. également sur cette jurisprudence. LACOUR et BOUTERON. *Précis de dr. com.*, 3^e édition, suppl. aux tomes I et II, p. 73).

(1) C'est la thèse qui a été soutenue principalement par M. WAHL, dans un article du *Journal des Sociétés Civiles et commerciales* paru au mois d'avril 1926. (Le *Journal des Sociétés civiles et commerciales*, 1926, p. 193 et suiv.).

M. LEPARGNEUR (*Journ. Soc.* également 1925, p. 186, note 2) avait déjà suggéré une interprétation intermédiaire : les limitations des statuts originaires seraient inopposables aux tiers, mais ne le seraient pas celles résultant d'une *modification ultérieure* des statuts, aussi bien que celles résultant d'un contrat de gérance : distinction subtile, il paraît bien peu probable que le législateur ait songé à la faire.

C'est la première conception qui vient à l'esprit, mais l'on se demande alors quel besoin avait le législateur d'édicter ce texte, l'article 1165 du Code Civil suffisant à rendre inopposables aux tiers les stipulations des contrats de gestion comme celles de tous contrats particuliers (1). Et d'ailleurs la terminologie du législateur serait bien vicieuse, les statuts n'ont-ils pas toujours constitué un contrat, le contrat de société par excellence? (2).

Une deuxième interprétation a donc été donnée, plus hardie, et qui se trouve aujourd'hui plus généralement admise.

Elle établit que le véritable but du dernier membre de texte « toute limitation contractuelle, etc... » est justement d'atteindre les limitations de pouvoirs les plus solennelles, celles qui, d'après notre droit commun, échapperaient à l'effet de l'article 1165 du Code Civil, qui ont été édictées par les statuts et régulièrement publiées dans les formes prescrites par les articles 13 et 14 de la loi du 7 mars 1925.

(1) Pour M. WAHL cependant (*op. cit.*, p. 19), la Commission de la Chambre, auteur du texte, a bien voulu seulement confirmer l'article 1165, à moins que « plus probablement, suggère-t-il avec quelque sévérité, elle n'en ait pas su l'existence »...

(2) M. WAHL (*op. cit. id.*) écarte encore sans y attacher d'importance cette objection. Nous reconnaissons que de tels arguments de texte sont bien précaires, si l'on considère que la précision juridique et la cohésion ne semblent pas avoir été le principal souci des rédacteurs de l'article 24. Mais la deuxième interprétation donnée s'appuie heureusement, nous le verrons, sur d'autres bases plus solides.

Ces limitations-là (1) comme les autres, seront donc inopposables aux tiers. Et la réserve initiale du texte « sauf stipulation contraire des statuts », qui, au premier abord, nous eût apparu comme une confirmation pure et simple du droit commun, ne concernera que les rapports entre les parties, c'est-à-dire entre gérants et associés (2).

Telles sont les deux interprétations inverses qu'a suscitées le texte — à vrai dire obscur et mal construit — que nous venons très brièvement d'analyser.

La controverse est d'importance et met bien en jeu toute la condition des gérants de sociétés à responsabilité limitée. Il s'agit donc de savoir si la loi du 7 mars 1925 rompant avec la tradition de notre droit français des sociétés a voulu faire de ces gérants (sous les réserves que nous avons dites) des *représentants légaux* de la société, aux *pouvoirs absolus*

(1) La « limitation contractuelle » ici visée par le texte serait donc, dans un sens très général, celle de tout contrat entre particuliers — qu'il s'agisse du contrat de société lui-même ou d'un simple contrat de gestion individuel — par opposition, non pas à la « limitation statutaire » qui y est comprise, mais à la disposition légale qui accorde aux gérants « tous les pouvoirs ».

(2) Cette deuxième interprétation a été adoptée par la majorité des auteurs. *Conf.* DROUETS : *Traité des sociétés à responsabilité limitée*, 2^e édit., n° 313. — PIC et BARATIN : *Des sociétés à responsabilité limitée*, 2^e édition, n° 291. — HAMEL : *Revue trimestrielle de droit civil*, 1925, p. 476. — JEAN COPPER-ROYER : *Les Sociétés à responsabilité limitée en droit français*, n° 69, pp. 23-235. — GAIN : *Les sociétés à responsabilité limitée*, 3^e édition, n° 313. — PIOT : *id.*, n° 31. — POTTIER : *id.*, n° 73. — HOUPIN et BOSVIEUX : *Traité général des sociétés civiles et commerciales*, T. II, p. 705.

et immuables; institution nouvelle d'autant plus grave, dans notre droit, parce que la plus anormale, si l'on considère que ces gérants auxquels la loi conférerait une telle omnipotence, peuvent être choisis, par une autre innovation de l'article 24, en dehors des associés; qu'ils peuvent être ainsi des *tiers* n'ayant aucune « part » dans l'affaire dont ils sont les maîtres, et qu'ils peuvent pourtant engager entièrement par leurs actes sous les seules sanctions d'une révocation dont nous verrons plus tard les difficultés, ou de dommages-intérêts qui ne peuvent constituer pour eux qu'une menace lointaine et peu de nature à les paralyser.

Il est donc essentiel de prendre parti. Mais nous ne pouvons vraiment saisir la pensée des auteurs du texte de l'article 24 qu'en étudiant la genèse — très particulière nous allons le voir — de ce texte et ses causes; étude, qui au surplus est la seule qui puisse mettre en relief, — afin de nous permettre d'en mieux dégager plus tard les conséquences — le caractère essentiel de l'institution nouvelle créée par la loi du 7 mars 1925

CHAPITRE II

La genèse du texte de l'article 24

Ni la proposition de loi de MM. Jean MAILLARD et Georges BUREAU « tendant à autoriser le commerce à risque limité avec association du capital et du travail » présentée à la Chambre le 23 janvier 1920 (1), ni le « projet de loi tendant à établir des sociétés à responsabilité limitée » déposé par M. ISAAC, Ministre du Commerce le 16 mars 1920 (2) qui sont les deux initiatives législatives à l'origine de notre loi du 7 mars 1925, ne précisent les pouvoirs des gérants dans le nouveau type de société envisagé.

La pensée des auteurs de ces textes était simple : ils entendaient donc soumettre ces gérants, pour l'étendue de leurs pouvoirs, au régime de notre droit commun français, tel que nous l'avons rappelé.

La disposition neuve que nous étudions a son origine dans un vœu qui fut émis, dans sa séance du 5 juillet 1920, par la Chambre de Commerce de Strasbourg (3) consultée

(1) Annexe n° 229. — *Journal Officiel* du 10 février 1920, p. 112.

(2) Annexe n° 549. — *Journal Officiel* du 22 mai 1920, p. 473.

(3) Procès-verbal de la séance de la Chambre de Commerce de Strasbourg du 5 juillet 1920.

comme les autres Chambres de commerce sur le projet de loi ISAAC.

Il est sans doute superflu de marquer l'intérêt que présentait, pour la Commission du Commerce et de l'Industrie, saisie à ce moment-là à la Chambre des Députés du projet de loi, la consultation de la Chambre de Commerce de Strasbourg. L'Alsace connaissait les sociétés à responsabilité limitée depuis près de trente ans, depuis la loi du 26 avril 1892 exactement (1) qui les avait introduites dans l'Empire allemand, et de nombreuses sociétés de cette forme, établies sur le type allemand, existaient encore à cette époque dans les provinces recouvrées (2). Avant d'introduire dans notre législation des sociétés et dans nos mœurs commerciales cette institution nouvelle, ce type intermédiaire, ce type hybride de société qu'était, pour nous, la société à responsabilité limitée, brisant nos vieux cadres et notre distinction rigoureuse des sociétés de personnes et des sociétés de capitaux, il était naturel de tenir compte des enseignements des législations étrangères qui en avaient une longue pratique; et plus encore, il eut été impardonnable de la part des auteurs de la loi de ne pas faire appel, plus près de nous, à l'expérience qu'avait de cette institution l'Alsace-Lorraine, puis-

(1) Loi allemande du 26 avril 1892 sur les sociétés à responsabilité limitée ou G. m. b. h. (Gesellschaften mit beschränkter Haftung).

(2) Le nombre total de ces sociétés existant en Alsace-Lorraine, fin décembre 1921, était de 782 (Cf. PIC et BARATIN : *Les Sociétés à responsabilité limitée*, p. 24).

qu'il nous était donné d'y recueillir d'intéressantes observations sans sortir de notre territoire.

Il est cependant curieux d'observer que la seule suggestion de la Chambre de Commerce de Strasbourg (1) qui ait été retenue par le législateur concerne la condition des *gérants* des nouvelles sociétés. Or cette condition des gérants n'était pas, en effet, parmi les caractères distinctifs de la nouvelle société, mais bien au contraire, c'était là une des institutions qui eût pu parfaitement subsister dans les formes fixées par notre droit des sociétés, telle que nous les avons rappelées (2). Le maintien de ces règles, en cette matière, eût même facilité à notre avis l'adaptation du nouveau type de société à nos mœurs commerciales et aux principes généraux de notre droit. Mais la Chambre de Commerce de Strasbourg avait là l'occasion de faire adopter définitivement une institution de droit allemand qui était entrée dans les coutumes du pays alsacien-lorrain et qu'elle considérait comme supérieure. C'est pourquoi elle déclare dans son rapport :

(1) Citons parmi les suggestions de la Chambre de Commerce de Strasbourg qui ont été repoussées, l'interdiction aux banques de prendre la forme de société à responsabilité limitée, l'introduction de l'institution allemande des « *reviseurs* » pour le contrôle des opérations de constitution, l'inscription *annuelle* au registre du commerce de la liste complète des associés et de leurs *parts sociales*, la révocabilité des gérants » à tout moment et non seulement pour causes légitimes » (v. p.....).

(2) Voir ci-dessus p. 14.

« C'est au Directeur-gérant que doit revenir tout le pouvoir exécutif de la Société. C'est lui qui la représente judiciairement et extra-judiciairement, sa signature — et sa signature seule — engage la société. *Il nous semble*, en outre, *indispensable*, dans l'intérêt des transactions commerciales de prévoir une disposition suivant laquelle toute limitation contractuelle des pouvoirs du directeur-gérant est sans effet à l'égard des tiers. Ceux-ci doivent en effet être assurés que la société ne pourra jamais renier les engagements pris en son nom par son représentant. Il est bien entendu que ces diverses dispositions n'atténueraient en aucune manière la responsabilité du directeur-gérant vis-à-vis de la société ».

Le texte de la proposition que nous venons de citer reproduisait bien, à peu de termes près, les dispositions de la loi allemande du 26 avril 1892 (1).

D'un point de vue plus général, cette proposition tendait à introduire dans notre droit une notion de la représentation très éloignée de nos conceptions juridiques propres et de nos mœurs commerciales, notion qui, en droit allemand,

(1) L'article 35 de cette loi dispose : « La Société est représentée judiciairement et extra-judiciairement par les gérants... ».

L'article 37 : « Les gérants sont tenus à l'égard de la société à respecter les restrictions apportées à l'étendue de leurs pouvoirs de représentation par les statuts, ou, à défaut de clauses contraires y contenues, par les délibérations des associés. A l'égard des tiers une restriction apportée aux pouvoirs des gérants de représenter la société n'a pas d'effets juridiques ».

débordant du domaine des sociétés (1) s'applique à tous les commerçants. Celle dite de la *Prokura*.

Le principe en est connu. On pourrait le définir, écrit M. Albert CHÉRON « le droit absolu et immuable de représentation du mandataire commercial inscrit en cette qualité au registre du commerce » (2). Après avoir satisfait à cette brève formalité de publicité ordonnée par la loi, le mandataire de droit allemand a, en effet, à l'égard des tiers, dans le cadre de l'activité commerciale de son mandant, tous les pouvoirs; il n'importe que ce dernier ait voulu limiter ses pouvoirs à certains actes, se réserver d'en passer lui-même certains autres, les plus graves, et qu'il l'ait spécifié nettement à l'origine du mandat; il se trouvera lié à l'égard des tiers par les actes passés en son nom, même contre sa volonté ainsi exprimée, même si ces restrictions de pouvoirs ont fait l'objet d'une publicité, et ne pourra que réclamer

(1) L'article 116 du Code de Commerce Allemand dispose en effet à l'égard des gérants des sociétés de personnes : « N'a point d'effet à l'égard des tiers la stipulation qui restreint le pouvoir d'un des associés de représenter la société : spécialement est sans valeur la restriction d'après laquelle le droit de représenter la société ne s'étend qu'à certaines affaires ou catégories d'affaires, ou ne peut s'exercer qu'en certaines circonstances, pour un certain temps ou en certains lieux... » les termes sont à peu près identiques à ceux employés pour les G. m. b. H.

(2) Note sous un jugement du Tribunal civil de Mulhouse, 27 mars 1928, D. P. 1928, 2, 153.

des dommages-intérêts à son mandataire, en raison du manquement de celui-ci à ses obligations personnelles.

Cette même règle rigoureuse est donc appliquée aux gérants de sociétés. Une distinction est faite dans les mêmes conditions entre les rapports du gérant avec les tiers ou *Vertretung* et du gérant avec les associés ou *Geschäftsführung*.

Les tiers n'ont point à rechercher si le gérant de société avec lequel ils traitent a pouvoir de signer le contrat ou l'acte qu'ils envisagent : la loi allemande, plus soucieuse de leur sécurité que de la volonté des associés avec lesquels cependant indirectement ils s'engagent, leur assure que l'acte passé par le gérant conservera en tout état de cause sa pleine validité à leur égard (1).

(1) A l'Assemblée Générale de la Société d'Etudes Législatives du 29 avril 1921 (*Bulletin de la Société d'Etudes législatives*, tome XVII, p. 70). M. LUCIUS, délégué de la Chambre de Commerce de Strasbourg, invité en cette qualité par la société à venir commenter et soutenir devant celle-ci les suggestions présentées par cette Chambre de Commerce, précisait ainsi la proposition de cette dernière concernant les gérants : « En ce qui concerne le directeur-gérant, nous nous sommes demandés s'il n'y aurait pas également intérêt à introduire à ce sujet un principe de grande utilité, celui de la définition par la loi-même des attributions de ce directeur-gérant d'après les principes du procuriste. Le procuriste est le représentant de la société dont les attributions sont définies par la loi et non par les Statuts ; nous voyons un avantage parce que les tiers ne sont pas tenus de consulter préalablement les statuts : ils savent toujours que le représentant de la société a le droit de l'engager et que la société est tenue aux engagements et par les engagements pris en son nom par son repré-

Système ainsi nettement contraire à celui de notre droit. La volonté des associés qui chez nous s'impose aux tiers, sous réserve d'une publicité régulière, est ici primée par l'intérêt des tiers eux-mêmes, par la sécurité des transactions commerciales. Il ne s'agira plus de mandat, émanation des volontés privées, mais bien d'une *représentation légale* organisée de façon immuable, fondée sur cette idée devenue d'ordre public, le crédit.

Telle est bien l'institution nouvelle que la Commission du Commerce et de l'Industrie de la Chambre des Députés a voulu introduire dans notre législation en insérant dans l'article 24, les deux phrases que nous avons citées : (1) la première : « sauf stipulations contraires, etc... » réserve les rapports entre les parties ou *Geschäftsführung*; la seconde édicte la règle impérative qui s'impose au *Vertretung*, aux rapports des gérants avec les tiers.

Pour nous en convaincre, il nous suffit de nous référer aux paroles du Rapporteur de la Commission, M. MANCEAU, qui reproduisent *les termes mêmes employés par la Chambre de Commerce de Strasbourg* dans son rapport :

sentant. La société peut, naturellement, se retourner contre le gérant quand il a outrepassé ses droits vis-à-vis d'elle, mais c'est une affaire purement intérieure qui ne regarde pas le tiers et ne touche pas les relations de la société avec ce tiers. »

(1) Cf, encore dans ce sens, la Chronique de M. PIC : *Le problème de la gestion collective dans les sociétés à responsabilité limitée*, D. H., 1928, n° 34, p. 74.

« Il lui a paru (à la Commission) dit M. MANCEAU, indis-
« pensable, dans l'intérêt de la sécurité des transactions
« commerciales, de prévoir une disposition suivant laquelle
« toute limitation contractuelle des pouvoirs du gérant est
« sans effet à l'égard des tiers. Ceux-ci doivent, en effet,
« être assurés que la Société ne pourra jamais renier les
« engagements pris en son nom par ses représentants. Il
« est bien entendu que ces diverses dispositions n'atté-
« nuent en aucune manière la responsabilité du ou des gé-
« rants vis-à-vis de la Société » (1).

La Commission de la Chambre ne pouvait adopter plus complètement la proposition qui lui était faite, puisqu'elle en reprenait et faisait siens les termes mêmes.

Ces termes ont d'ailleurs été repris à nouveau par M. CHAPSAL, Rapporteur au Sénat de la Commission du Commerce et de l'Industrie chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre (2). Aucune objection n'a été faite aux paroles des deux rapporteurs, et le texte de l'article 24

(1) Rapport précité. Annexe n° 3.349, *Journal Officiel*, du 19 avril 1932, p. 150.

(2) « ... Dans l'intérêt de la sécurité des transactions commerciales, l'article 24 spécifie seulement que toute limitation contractuelle des pouvoirs des gérants est sans valeur à l'égard des tiers. Il faut en effet que ceux-ci soient assurés que les engagements pris au nom de la société par son ou ses gérants ne pourront jamais être reniés par elle ». Séance du 27 novembre 1924. Annexe n° 712, *Journal Officiel* du 6 mars 1925, p. 695.

modifié comme nous l'avons vu, fut voté sans discussion (1).

L'intention du législateur n'est donc pas douteuse. La première interprétation donnée à l'article 24 et que nous avons citée au début de ce chapitre (2), si propre qu'elle soit à assurer le maintien des règles traditionnelles de notre droit, ne résiste pas à notre avis à l'examen des travaux préparatoires.

(1) Adoption sans discussion de tout le projet de loi : Séance de la Chambre des Députés du 10 juillet 1923. (*Journal Officiel* du 11 juillet 1923, p. 3.327). — Adoption du projet de loi après discussion d'ensemble, mais sans qu'aucune allusion ne soit faite à l'article 24 ab 2 ; au Sénat : Séance du 17 février 1925 (*Journal Officiel* du 18 février 1925).

(2) Voir ci-dessus, p. 19.

CHAPITRE III

L'application des dispositions de l'article 24

Section I

Les limitations statutaires des pouvoirs des gérants et la jurisprudence

Dans le sens de la première interprétation de l'article 24 que nous avons citée, défendue par M. WAHL (1), et d'après laquelle les limitations statutaires des pouvoirs des gérants seraient, à condition d'avoir été publiées, opposables aux tiers, conformément aux règles de notre droit commun des Sociétés, nous n'avons relevé qu'une décision de jurisprudence. Encore, celle-ci (jugement du Tribunal civil de Mulhouse du 27 mars 1928) (2) ne tranche-t-elle pas la question

(1) Dans le même sens que M. WAHL. Cf. LAMY : *Des limitations statutaires ou contractuelles des pouvoirs des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée*. Thèse Dijon, 1929. — A. BÉRESKINOFF : *De la mesure dans laquelle les dispositions législatives sur les sociétés à responsabilité limitée sont d'ordre public*. Thèse Paris, 1931.

(2) D. P. 1928, 2, 153. Déjà cité plus haut, p. 27, à propos de la note qui l'accompagne de M. Albert CHÉRON, note d'ailleurs en sens contraire de la décision et qui conclut comme nous l'avons fait à la lumière des travaux préparatoires que le législateur français de 1925 a voulu purement et simplement adopter l'institution allemande du procuriste.

(et n'avait pas à le faire) dans son dispositif, mais indirectement dans ses motifs; il s'agissait, en effet, de décider si un gérant de société à responsabilité limitée avait pouvoir (à l'égard des tiers, car la question se posait à l'occasion d'un refus de transcription pour cette raison au « livre foncier » alsacien-lorrain) de vendre un immeuble de la société, les statuts n'apportant aucune limitation à ses pouvoirs : le jugement répond évidemment par l'affirmative, mais sur les motifs suivants : « Attendu qu'en vertu de l'article 24 § 2 de la loi de 1925, les gérants, sauf stipulation contraire des statuts, ont tous les pouvoirs pour agir au nom de la société en toutes circonstances; or, attendu que les statuts (art. 8) ne contiennent aucune restriction... » D'où l'on doit évidemment déduire que si les statuts avaient expressément retiré au gérant les pouvoirs de vendre les immeubles de la société, la transcription d'une vente d'immeuble non spécialement autorisée par les associés aurait été légitimement refusée. C'est donc considérer les limitations statutaires comme valables et opposables *erga omnes*, c'est bien la thèse de M. WAHL, en conformité avec notre droit commun (1).

(1) Il est remarquable que cette décision isolée, émane justement d'un Tribunal d'Alsace-Lorraine, dont on aurait pu attendre plus que de tout autre l'application du système allemand. Il faut, sans doute, y voir une erreur de première interprétation assez explicable en présence d'un texte aussi mal rédigé que celui de l'art. 24 et de la part d'un Tribunal, qui justement parce qu'il était habitué à appliquer la législation allemande, étant appelé à faire application d'une loi française, avait tendance à rechercher les règles générales de notre droit commun et à se laisser dominer par elles dans son interprétation.

Mais cette décision — et c'est pourquoi justement nous avons tenu à la citer — demeure isolée. Notre jurisprudence est au contraire aujourd'hui fixée dans le sens de l'interprétation conforme aux travaux préparatoires de la loi, d'après l'analyse que nous en avons donnée : c'est-à-dire de l'admission pure et simple de l'institution allemande du procuriste.

La première décision consacrant cette interprétation est sans doute un jugement rendu par le Tribunal de Commerce de la Seine le 12 janvier 1928 (1) qui a le mérite d'analyser clairement l'article 24 et de prendre nettement parti :

« Attendu, dit-il, que, si en apparence, cet article (l'article 24) renferme deux clauses qui pourraient sembler contradictoires, il échet de rechercher quelle a pu être en l'espèce la pensée du législateur; qu'il résulte de l'étude des rapports faits tant à la Chambre des Députés qu'au Sénat que la loi a voulu dans l'intérêt de la sécurité des transactions commerciales que les tiers fussent assurés que les engagements pris au nom de la société par les gérants ne puissent jamais être reniés par elle; que les pouvoirs des gérants ont été ainsi étendus dans le but de donner à la société à responsabilité limitée un grand crédit; que si la société à responsabilité limitée a le droit en ses statuts de limiter les pouvoirs des gérants, cette limitation qui peut per-

(1) D. H., 1928, p. 251.

mettre aux membres de la société d'actionner en responsabilité un gérant pour les actes qu'il a accomplis en dehors du mandat qui a pu lui être donné, reste sans effet à l'égard des tiers ».

Ce jugement a été confirmé par un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 28 novembre 1929 (1). La jurisprudence depuis lors paraît définitivement établie en ce sens (2).

Section II

Les conséquences du principe, d'après la jurisprudence.

I. — L'étendue des pouvoirs.

L'efficacité, à l'égard des associés, des clauses limitatives des pouvoirs des gérants ne pouvant se traduire, en cas de manquement à ces clauses de la part de ceux-ci, que par des sanctions *a posteriori* (dommages-intérêts, révocation) nous pourrions donc dire que, dans une certaine mesure nous dirons mieux, dans un certain cadre, la loi de 1925 a reconnu aux gérants de société à responsabilité limitée des pouvoirs sans limites.

(1) D. H., 1931, sommaire, p. 7.

(2) Cf., les décisions que nous allons citer plus loin à l'occasion de points d'application du même principe (Tribunal de Commerce de la Seine, 22 février 1929, et Tribunal de Commerce de Béthune, 11 décembre 1929; D. P. 1931, 2,153; Cour d'Appel de Poitiers, 23 juin 1931. D. H., 1931, p. 437).

Et sans nous arrêter d'ailleurs pour le moment à l'opposition apparente que peut évoquer cette formule, nous devons nous demander comment la jurisprudence que nous sommes en train d'étudier, a conçu l'application de ces « pleins pouvoirs » ou plus exactement puisque nous parlons de cadre, quel cadre elle leur a assigné.

Rappelons que des termes de la loi, aussi bien que ceux employés par les rapporteurs de la Chambre et du Sénat sont extrêmement larges; l'article 24 dit : « tous les pouvoirs en toutes circonstances »; MM. MANCEAU et CHAPSAL (paroles rappelées par le dernier jugement que nous venons de citer) : « les tiers doivent être assurés que la société *ne pourra jamais* renier les *engagements* pris en son nom par son ou ses représentants » Nous avons cependant vu au début de ce chapitre que la logique et le bon sens veulent que l'activité du gérant, sous peine de manquer à sa destination même et à sa raison d'être demeure dans le cadre de *l'objet social*, et n'emporte pas atteinte et modification aux statuts, fondements de la société (1) dont le gérant n'est que le représentant.

(1) Dans ce sens, la grosse majorité des auteurs : J. LEPARGNEUR : *La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée*, p. 60. — PIC et BARATHIN : *Les sociétés à responsabilité limitée*, n° 292. — DROUETS : N° 308. — PIOT : *Traité théorique et pratique des sociétés à responsabilité limitée*, n° 31. Cependant M. WAHL (article précité, *J. des Soc.*, 1926, p. 195) estime qu'il faudrait s'en tenir au texte et accorder aux gérants « tous les pouvoirs » même ceux de faire des actes dépassant l'objet social. Il est vrai que dans la version du

C'est ainsi qu'en a décidé, en jurisprudence, un arrêt de la Cour d'Appel de Poitiers, d'ailleurs fort explicite sur ce point (1).

Cet arrêt, après avoir rappelé le texte de l'article 24 ainsi que les paroles des rapporteurs de la Chambre et du Sénat : « il faut que les tiers soient assurés, etc.. » constate « que les marchés critiqués (passés par le gérant et dont un syndic de faillite refusait de reconnaître la validité) sont compatibles avec l'objet social et qu'il n'aurait point été besoin, pour les réaliser, de recourir à une modification préalable des statuts, qu'ils sont, par suite valables ».

C'est bien, croyons-nous, la seule position de la question. En édictant le principe de l'opposabilité aux tiers des limitations statutaires des pouvoirs des gérants, le législateur était désireux d'éviter aux tiers des recherches dans les statuts sur les pouvoirs réellement impartis ou non aux gérants et des erreurs d'interprétation sur les clauses limitatives de ces pouvoirs : il leur enlevait un souci et un risque.

Mais il est évident qu'il ne pouvait faire plus. Le gérant, devenu maître de la société, détenant entre ses mains tout le sort de celle-ci, reste son représentant. Comment pourrait-

texte donnée par M. WAHL, ainsi que celui-ci le fait remarquer lui-même cette solution est sans danger puisque les Statuts peuvent limiter les pouvoirs.

(1) Affaire Bodenheimer, Golay et autres c. Faillite Ricateau, D. H., 1931, p. 437. Arrêt réformant un jugement du Tribunal de commerce de La Rochelle.

il aller jusqu'à en disposer ? Bien au contraire, la société ayant été constituée par la collectivité des associés suivant une certaine forme et pour une certaine destination, une certaine activité, le gérant a été placé justement à sa tête pour assurer le fonctionnement de l'organisme ainsi établi et pour mener à bien cette activité ainsi créée. Le cadre qui a été construit de la sorte est donc inhérent à sa fonction même ; il ne saurait par conséquent pouvoir lui-même y porter atteinte (1).

Certes l'on dira que les tiers qui doivent consulter les statuts pour connaître l'objet social précis de la société et savoir par là dans quel cadre doit demeurer l'activité du gérant pour ne point contracter avec lui en dehors de ce cadre, sous peine de voir la société ne plus répondre des engagements pris par son représentant, pourraient aussi bien et de la même façon rechercher dans les statuts les pouvoirs de celui-ci.

Ceci est une critique de l'institution de l'article 24 et nous n'en sommes point encore à faire cette critique, mais nous ferons remarquer dès maintenant que la détermination de l'objet social est, d'une façon générale, pour les tiers plus

(1) M. Jean COPPER-ROYER : (*Les sociétés à responsabilité limitée en droit français*. (Thèse précitée, Paris 1931, p. 237) compare les pouvoirs du gérant de société à responsabilité limitée à ceux des Administrateurs joints à ceux des Assemblées générales ordinaires des sociétés anonymes, à l'exclusion de ceux des Assemblées générales extraordinaires au quorum des deux-tiers ou des trois-quarts, ayant pour objet une modification quelconque du pacte social.

facile que celle des pouvoirs du gérant, au cas où, c'est l'hypothèse envisagée, ces pouvoirs sont atteints d'un certain nombre de restrictions statutaires. L'objet social se manifeste par toute l'activité extérieure de la société; c'est seulement dans un certain nombre de cas extrêmes, de situations douteuses, assez rares, qu'il faudra aller jusqu'à consulter les statuts.

D'ailleurs nous ne nions pas qu'il faudra se montrer très réservé, les associés ne pourront pas toujours refuser de répondre des actes de leur gérant qui ne leur apparaîtront pas conformes à l'objet social. Il faudra, en effet, que celui-ci soit rédigé dans les statuts en termes restreints et précis; or le plus souvent il est rédigé en termes larges, quelquefois en termes vagues, pour donner justement plus de souplesse à l'activité sociale. D'autre part, le juge devra apprécier, en se mettant évidemment à la place du tiers qui a contracté avec le gérant, en tenant compte de la bonne ou mauvaise foi de ce tiers, dans les cas douteux; quand le doute subsistera dans ces conditions, il jouira nécessairement en faveur du tiers, d'autant plus que l'idée de la loi est de protéger celui-ci.

Nous pouvons ainsi fort bien imaginer une société possédant plusieurs usines ou plusieurs entreprises quelconques assez éloignées : le gérant les vend toutes, en un court laps de temps, mais chacune bien entendu à des tiers différents sans que chaque acheteur soit à même de connaître les visées d'ensemble poursuivies par le représentant de la so-

ciété. Chaque vente obligera la société et le gérant parviendra ainsi à en réaliser la dissolution en fait. C'est l'hypothèse absurde, pratiquement (car le gérant doit ensuite compte de son activité aux associés) mais juridiquement exacte. Par contre, l'acte par lequel le gérant vendrait de sa seule initiative l'unique usine constituant *toute l'entreprise sociale* ou même donnerait cette usine, avec tous ses accessoires d'exploitation, en location pour une longue durée à une autre société, serait, sans aucun doute inopposable aux associés, comme contraire à l'objet social (1).

A côté de cette notion de respect de l'objet social, il en est une autre qui s'impose aussi au gérant et qui est aussi inhérente à sa fonction juridiquement organisée, c'est le respect des lois; le gérant agissant seul et de sa propre initiative, ne peut engager la société par un acte illicite, à condition bien entendu que cet acte soit illicite en soi et puisse apparaître comme tel au tiers co-contractant. (Le gérant a par exemple fait usage de la signature sociale pour accepter des effets de complaisance; les effets ainsi établis seront inopposables à la société par le tireur, auteur de la combinaison, mais non évidemment par les tiers porteurs de bonne foi).

Mais ces règles sont à la vérité peu dangereuses pour les tiers de bonne foi et l'esprit de la loi est évidem-

(1) Nous ne revenons pas sur le cas de la donation, évidemment inopposable, comme contraire à la notion même de société et sur l'exception des gratifications rémunératoires (voir ci-dessus, p. 17).

ment de défendre ceux-là. Dans le cadre de cette notion très large de l'objet social et dans celui du respect des lois, les tiers pourront contracter les yeux fermés avec le gérant : c'est l'avantage qu'a voulu leur donner le législateur de 1925.

II. — *La question de la gestion collective.*

Le principe de l'inopposabilité à l'égard des tiers des limitations statutaires des pouvoirs du gérant soulève cependant deux questions fort délicates en cas de pluralité des gérants.

Il n'y a pas de difficultés, si les statuts sont muets sur la répartition des pouvoirs des gérants ou s'ils prévoient expressément que chaque gérant aura tous les pouvoirs d'un gérant unique. C'est cette dernière règle qui s'applique aux deux cas, conformément à l'article 1857 du Code Civil. Cependant, la majorité de la doctrine est d'accord pour reconnaître que, conformément au droit commun, les gérants sont présumés être investis d'un mandat réciproque et que chacun d'eux aura le droit d'opposer son veto à l'acte d'un de ses collègues (articles 1857 et 1859 combinés) (1).

(1) THALLER et PERCERON : *Traité élémentaire de droit commercial*, 7^e édition, p. 281, et spécialement sur les sociétés à responsabilité limitée. — DROUETS : *Traité des sociétés à responsabilité limitée*, 2^e édition, n^o 316. — PIO et BARATIN : *id.*, n^o 296. — La Cour d'Appel de Rennes, 10 juillet 1931, D. P. 1932, 233 a jugé qu'en l'absence de toute clause des statuts un co-gérant pouvait valablement convoquer seul les associés en Assemblée Générale.

Mais les statuts peuvent contenir une clause limitative, ils peuvent stipuler d'abord et c'est la première question à résoudre que les gérants ne pourront agir que d'un *commun accord*.

Il y a là limitation de pouvoirs à l'égard de chaque gérant : cette clause, étant donné le principe de l'article 24 définitivement admis, sera-t-elle inopposable aux tiers ?

Certains auteurs l'ont prétendu (1) : « Pourquoi, observe M. WAHL (2) les tiers auxquels par hypothèse, on a voulu éviter la nécessité de consulter les statuts au sujet des pouvoirs des gérants réunis, auraient-ils, à les consulter pour déterminer quels sont les pouvoirs de chaque gérant envisagé indépendamment de ses co-gérants ? ».

La question, au premier abord, paraît embarrassante. Comment, après avoir érigé en principe aussi absolu, la disposition fameuse de l'article 24 al. 2, admettre une exception aussi grave, et la pratique l'a révélé, aussi fréquente ?

A vrai dire, il ne s'agit pas directement de clause limitative de pouvoirs et l'intégrité du principe en question n'est pas en jeu. Nous nous rangerons, sur ce point, à l'avis de

(1) AUGER et MICHEL : *Commentaire de la loi sur les sociétés à responsabilité limitée*, n° 45 ; PIOT, *op. cit.*, n° 41 ; CHÉRON : *Annales de droit commercial*, 1925, p. 306.

(2) M. WAHL, dans l'article du *Journal des Sociétés* (1926, p. 193), que nous avons cité,

la majorité des auteurs (1) et de la jurisprudence. Lorsque les statuts nomment plusieurs gérants et prévoient que ceux-ci ne pourront jamais agir que conjointement, c'est à la *collectivité* des gérants *in globo*, ou si l'on préfère à leur conseil, que sont dévolus les pouvoirs de gérance, non à chaque membre de ce conseil, puisque celui-ci seul ne peut rien faire. Par suite, serait seule contraire au texte de l'article 24 une clause limitant les pouvoirs du conseil de gérance lui-même. L'article 24 d'ailleurs, comme on l'a fait remarquer (2) prévoit expressément la pluralité des gérants et son principe cependant est absolu (3).

C'est dans ce sens qu'en a décidé très nettement le Tribunal de commerce de la Seine par un jugement du 22 février 1929 (4) « Attendu, en effet, dit-il, que l'obligation im-

(1) Dans ce sens, PIC et BARATIN, *op. cit.*, n° 298; PIC, chronique précitée, D. H. 1928, 78; LEPARGNEUR : *op. cit.*, p. 61; HOUPIN et BOSVIEUX : *Traité des Sociétés*, 6^e édition, t. II, n° 1.588; DROUET : *op. cit.*, n° 248; Jean COPPER-ROYER, *op. cit.*, p. 236.

(2) Notamment : MM. PIC et Jean COPPER-ROYER.

(3) L'objection ci-dessus de M. WAHL conserve cependant toute sa valeur. Nous l'envisagerons en discutant le principe même de l'article 24. En ce moment, c'est la logique de celui-ci qui est en jeu.

(4) D. P. 1931, 2.153 et la note de M. PIC, dans le même sens. Une deuxième décision analogue (Tribunal de commerce de Béthune du 11 décembre 1929) y est jointe, qui juge que les convocations aux assemblées générales, en cas de pluralité des gérants, ne peuvent être faites par un seul gérant, lorsque les statuts prévoient qu'elles doivent être signées « des gérants », ce qui équivaut à une dévolution conjointe du pouvoir de convoquer l'Assemblée. Dans le cas soumis

posée aux gérants par les statuts de la société de ne pouvoir engager ladite société que conjointement ne constitue pas une limitation contractuelle des pouvoirs desdits gérants; que ce que la loi a voulu interdire, c'est par exemple que suivant le partage établi entre les gérants par les statuts de la société pour l'exercice de leurs fonctions, un acte relatif à la partie commerciale de l'affaire puisse être conclu par LÉVY seul, ou qu'un acte relatif à la partie technique de l'affaire puisse être conclu par VALLÉE seul; mais qu'elle n'a pas entendu rendre inopposable aux tiers une clause des statuts qui oblige les deux gérants à agir conjointement » (2).

au Tribunal de commerce de la Seine, il s'agissait d'un contrat d'engagement d'un acteur passé par un seul des gérants (conjoint) d'une société de films cinématographiques.

(2) Il est intéressant de noter que telle est, également, d'après l'étude de M. HART (*op. cit.*, p. 141) la solution de la jurisprudence allemande en présence du même principe :

« Si un gérant agit seul au nom de la société, alors que la représentation collective est admise, ses actes n'engagent pas la société à moins que les autres gérants ne les ratifient postérieurement. (Tribunal de l'Empire, 6.214) ».

Il faut d'ailleurs remarquer qu'en cas de pluralité de gérants « si les statuts ne contiennent pas de disposition au sujet de la représentation de la société par les gérants, c'est le principe de la représentation active collective qui s'applique, en vertu de la loi ». Le seul fait que la loi allemande ait sanctionné et édicté elle-même ce principe de la *représentation collective* à côté de sa règle de l'inopposabilité aux tiers des limitations de pouvoirs des gérants, dont nous avons hérité, prouve bien que ces deux règles à leur origine ne sont pas contradictoires, mais peuvent, au contraire, se combiner.

La distinction établie dans les motifs de ce jugement nous amène maintenant à la deuxième question que nous voulions envisager.

Les statuts peuvent, au contraire, délimiter de façon différente les attributions de chaque gérant. L'un sera chargée de la partie commerciale de l'affaire, l'autre de la partie technique, un troisième de la partie administrative et financière. Ces clauses limitatives des pouvoirs de chacun sont-elles *inopposables aux tiers* conformément à l'article 24 ?

Le jugement que nous venons de citer envisageant cette hypothèse a déjà répondu, nous venons de le voir, par l'affirmative. C'est croyons-nous, la réponse exacte. Quoi qu'en aient dit MM. PIC et BARATIN (1) la solution que nous avons admise dans le premier cas ne s'impose pas ici. Il n'y a pas de motif de reconnaître comme opposable aux tiers toute clause d'organisation de la gestion collective, le législateur n'a pas prévu cette exception à son principe mais seulement logiquement, celle de la dévolution globale de la gérance pour les raisons que nous avons données.

Sans doute est-il désirable que la gestion des sociétés à responsabilité limitée, comme des autres société, puisse être assurée, surtout lorsque ces sociétés sont importantes, par un groupement de spécialistes administrant chacun dans

(1) PIC et BARATIN : *op. cit.*, n° 298. — PIC : Chronique précitée, D. H., 1928, p. 78. Dans le même sens AUGER et MICHEL, n° 45 ; PIOT, n° 31,

les limites de sa spécialité. Mais comment obliger les tiers à entrer dans ces distinctions subtiles de compétence et d'attributions? N'est-ce point justement leur redonner le souci et le risque qui devaient leur être évités.

A notre avis, l'article 24 doit être ici logiquement appliqué.

La solution a-t-on dit d'ailleurs consiste à désigner un gérant unique, lequel engagera à son service des directeurs techniques, spécialisés, auxquels il délèguera des pouvoirs strictement limités (1). Solution exacte mais purement juridique, car les tiers devront bien se soucier des limites de ces derniers pouvoirs et nous retombons dans le danger que la loi a voulu leur éviter.

A vrai dire, le législateur, lorsqu'il a édicté le principe de l'article 24 prévoyait certes la pluralité des gérants (alinéa 1, « un ou plusieurs mandataires ») mais ne songeait probablement pas à la division des pouvoirs chez ceux-ci; il avait en vue des petites sociétés, des « sociétés familiales » (2) où les gérants « feraient en quelque sorte acte d'associés en nom collectif » (3) agissant chacun avec les pleins pouvoirs parce qu'animés d'une mutuelle confiance tant entre eux

(1) Dans ce sens, Jean COPPER-ROYER, *op. cit.*, p. 236. Nous revenons évidemment indirectement par là dans le domaine pur et simple du mandat.

(2) Cette expression revient sans cesse dans les rapports de M. MANCEAU, à la Chambre (*op. cit.*); de M. CHAPSAL, au Sénat (*op. cit.*).

(3) Rapport de M. MANCEAU, *op. cit.*, p. 150.

qu'à l'égard des associés (ce qui n'empêchait pas d'ailleurs la spécialisation de fait).

Est-ce le champ d'application des sociétés à responsabilité limitée qui a été mal envisagé ? Peut-être, mais ceci est une autre question, que nous examinerons en discutant de l'opportunité même du principe de l'article 24 alinéa 2.

III. — *Le Gérant, « représentant légal de la société ».*

Il est inexact, croyons-nous, pour déterminer les règles engendrées par l'article 24 al. 2 de faire appel, comme on l'a fait (1) à la notion du mandat (2). Les principes édictés par l'article 24 alinéa 2 font échec à deux règles essentielles du mandat, art. 1988 du Code Civil, « Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration. « S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer ou de quelque autre acte de propriété, le mandat doit être exprès ». Art. 1998 du Code Civil : « Le mandant est tenu d'exécuter les engage-

(1) Cf. notamment Jean COPPER-ROYER, *op. cit.*, p. 250 et suivantes.

(2) Sans doute, dans son alinéa 1, l'article 24 déclare-t-il que « les sociétés à responsabilité limitée sont gérées par un ou plusieurs mandataires, associés ou non, etc... » La terminologie des législateurs de 1925 n'est pas toujours, nous le savons, juridiquement exacte. Le texte du projet de loi de 1920, — modifié par la Commission de la Chambre — portait la même phrase et la même expression de « mandataire » mais celle-ci avait, dans ce texte, toute sa signification, puisque la disposition spéciale de l'article 24, al. 2, ne s'y trouvait pas. Les auteurs de cette dernière disposition auraient dû, en l'adoptant, modifier en conséquence, la terminologie de l'article.

« ments contractés par le mandataire, conformément au « pouvoir qui lui a été donné. Il n'est tenu de ce qui a pu « être fait au delà, qu'autant qu'il l'a ratifié expressément « ou tacitement ». Lorsqu'une institution juridique est ainsi atteinte dans deux de ses règles essentielles, pourquoi vouloir s'y rattacher de façon aussi artificielle? Ne court-on pas le risque d'être amené à en tirer des déductions fausses, à l'égard du texte sur lequel on raisonne?

Le gérant de société à responsabilité limitée est un représentant légal de la société. La loi de 1925, déterminée par une idée d'intérêt général et d'ordre public, en l'espèce l'intérêt des tiers, a organisé elle-même ses pouvoirs en dehors des règles de droit commun et, puisqu'elle estimait que « l'ordre public » était en jeu, a voulu que ces pouvoirs fussent immuables. Où apparaît ici la volonté des associés, de qui émanerait le mandat?

Sans doute, ce sont les associés qui choisissent et nomment le gérant, et il ne pourrait en être autrement. Car c'est à eux seuls évidemment de désigner la personne qui administrera l'institution qu'ils ont faite et dont ils sont les membres et à l'activité de laquelle ils sont intéressés directement.

Mais là s'arrête l'effet de leur volonté. La loi se substitue à eux, pour la détermination des pouvoirs de la personne qu'ils ont choisie. Bien plus, ces pouvoirs, elle les veut absolus dans le cadre de l'objet social. Dans ce cadre, c'est-à-dire dans tout ce qui concerne l'activité sociale, telle qu'ils

l'ont déterminée, elle ne permet pas aux associés de se réserver *erga omnes* une certaine catégorie d'actes, les plus importants, par exemple, et les plus graves pour l'avenir de la société; elle ne les autorise à s'immiscer dans les affaires sociales, nous l'avons vu, qu'*a posteriori* à titre de contrôle.

Par conséquent, ce double caractère qui est l'essence même du mandat et qui consiste dans le droit du mandant de disposer à son gré des pouvoirs à donner au mandataire et de n'être engagé à l'égard des tiers que dans la limite de ces pouvoirs, fait ici absolument défaut.

Mais, dira-t-on, la notion de mandat réapparaît et s'impose lorsqu'il s'agit des rapports internes du gérant avec les associés, puisque l'article 24 prévoit expressément — ce qui est d'ailleurs superflu — que les limitations de pouvoirs stipulées par ceux-ci conserveront à l'égard du gérant, leur plein effet. On ne peut le soutenir, à notre avis, car le mandat comme toute institution juridique est constitué par un ensemble de règles essentielles dont la conjonction est nécessaire. Ainsi isolées, ces clauses limitatives de pouvoir contenues dans les statuts et tacitement acceptées par le gérant du jour de son entrée en fonction ne se traduisent de sa part que comme un simple engagement, une obligation « de ne pas faire » qui se résoud normalement, en cas d'inexécution, par des dommages-intérêts.

Nous ne nous arrêterons pas non plus à l'objection qui peut être tirée du fait que les actes du gérant ne sont oppo-

sables aux tiers qu'autant qu'ils ne dépassent pas l'objet social, et n'emportent pas, ce faisant, modification aux statuts. Objet social et statuts qui le renferment émanent de la volonté des associés, sans doute. Mais nous avons démontré que l'inopposabilité des actes en question résulte nécessairement, logiquement, de la « fonction » même du gérant et est inhérente à celle-ci. Il est donc encore inutile et inexact de faire intervenir ici la notion de mandat.

Reste le droit de révocation qui appartient aux associés à l'encontre du gérant, arme essentielle de leur droit de contrôle. Ce droit de révocation tel qu'il est conçu par le législateur de 1925 dans l'alinéa 3 de l'article 24 constitue une caractéristique nouvelle de la condition du gérant de société à responsabilité limitée dans notre droit et c'est pourquoi nous lui consacrerons une étude spéciale. Contentons-nous d'observer que ce droit de révocation est le corollaire du droit de nomination et qu'à eux seuls ces deux droits ne suffisent point à justifier la notion de mandat. Mais plus encore, cette révocation n'est admise par le législateur de 1925 que « pour causes légitimes » : voilà bien encore la marque de l'interventionnisme de la loi, incompatible avec l'idée de mandat, émanation des volontés privées. Sans doute, la règle de l'article 2004 du Code civil, suivant laquelle « le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble » n'est point d'ordre public, nous le savons, et les parties peuvent en convenir autrement, mais les « parties » à l'origine de chaque mandat.

Ici c'est la loi qui en dispose autrement (1).

Ainsi le législateur de 1925, en introduisant dans le texte de l'article 24 la brève disposition dont nous venons tout au long de cette première partie d'essayer de dégager la portée, a-t-il construit, sans en prévoir vraisemblablement toutes les conséquences, un type de représentation original des sociétés à responsabilité limitée, fait d'un certain nombre de caractères dont la cohésion est loin d'être parfaite. Si nous nous sommes attachés, en dernier lieu, à dissocier nettement ce mode de représentation de l'idée de mandat — notion qu'en vertu des concepts juridiques propres à notre droit nous aurions tendance à y incorporer — c'est pour bien marquer comment en adoptant par cette disposition l'institution allemande du procuriste, le législateur a rompu catégoriquement avec nos règles traditionnelles en la matière, et qu'il faut aller chercher ailleurs, dans la logique même de l'institution nouvelle, les règles d'application de celle-ci. Il nous reste maintenant, cette institution étant admise, à rechercher quelle en a été l'opportunité et les conditions d'adaptation à notre droit et à notre pratique commerciale.

(1) Cette disposition légale n'a cependant, nous le verrons dans la suite de portée qu'à l'égard des gérants non statutaires. Car à l'égard des gérants statutaires, le droit commun de l'article 1856 du Code Civil voulait déjà qu'ils ne fussent révocables que pour causes légitimes. C'est le caractère absolu de la disposition de l'article 24 qui est justement ici à retenir.

DEUXIEME PARTIE

La protection des tiers et des associés contre les actes des gérants

Les pouvoirs des gérants des sociétés à responsabilité limitée, tels qu'ils ont été établis par l'article 24, absolus et immuables à l'égard des tiers, constituent bien la caractéristique juridique essentielle de la condition faite à ces gérants, par la loi du 7 mars 1925. Mais une institution n'est intéressante qu'en fonction des services qu'elle rend, dans le cadre où elle a été créée, aux individus auxquels elle est destinée; aussi ne pouvons-nous éviter de rechercher comment celle que nous venons d'analyser a su s'adapter, depuis l'apparition de la loi de 1925, à notre pratique commerciale, et qu'elle en a été la valeur à l'égard des tiers, en faveur desquels elle a été établie et les conséquences à l'égard des associés, directement affectés par elle. Ces recherches nous amèneront tout naturellement à dégager quelques aspects et quelques caractères nouveaux que semble adopter aujourd'hui la condition des gérants, dûs aux transformations de la pratique et sans doute peu conformes aux conceptions

du législateur de 1925 (1); et à étudier enfin une dernière caractéristique de cette condition des gérants, ultime ressource des associés en face des pouvoirs absolus de ceux-ci, le droit de révocation, dans sa conception originale du dernier paragraphe de l'article 24.

(1) Aspects et caractères qui justifieront plus entièrement le titre que nous avons donné à cette deuxième partie.

CHAPITRE PREMIER

La protection des tiers

Section I. — Critique des dispositions de l'article 24

Nous avons souligné le caractère profondément novateur, et si nous pouvons nous permettre d'employer cette expression dans son sens littéral, le caractère « incohérent » à l'égard des règles bien établies de notre droit des sociétés, des dispositions de l'article 24 al. 2 sur les pouvoirs des gérants (1). C'est le premier reproche que l'on peut donc faire

(1) Il est très intéressant de citer à ce sujet les paroles de M. le Doyen LYON-CAEN (Président du « Comité de Législation commerciale » qui avait élaboré à l'origine le projet de loi de 1920) s'adressant dans une séance de la Société d'Etudes législatives (Assemblée générale du 29 avril 1921, *Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, T. 17, p. 21) à M. MANCEAU, invité par cette société à venir défendre à cette séance le projet dont il était rapporteur à la Chambre des Députés : « Vous nous avez dit : il faut que les pouvoirs du gérant soient déterminés par la loi sans qu'ils puissent être restreints par les statuts, ou du moins si les statuts les restreignent, le gérant n'en a pas moins à l'égard des tiers, les pouvoirs que la loi lui confère, mais il est responsable envers la société du dommage qu'il a causé en faisant des actes qu'il n'a pas le pouvoir de faire.

C'est le système général de la loi allemande et il est adopté dans les sociétés correspondant à nos sociétés en nom collectif, dans les

à ces dispositions d'être en contradiction, sans raison apparente pour qui ne connaît pas l'intention du législateur, avec les dispositions sur la même matière en vigueur dans nos autres sociétés commerciales, sociétés en nom collectif, en commandite ou anonymes.

Ce défaut de cohésion dans notre législation commerciale serait cependant acceptable, si le but recherché par le législateur de 1925, à savoir la protection des tiers, avait été en partie atteint mais, en est-il ainsi ?

Il faut d'abord reconnaître avec justice que ce souci de la protection des tiers et « de la sécurité des transactions commerciales » semble particulièrement avoir préoccupé les auteurs de notre loi sur les sociétés à responsabilité limitée : il importait que celles-ci, nouvelles venues dans notre droit et dans nos mœurs commerciales ne constituassent point pour les tiers un danger, que tout au moins fût rendu moins

sociétés en commandite, dans les sociétés anonymes et on comprend qu'on l'adopte aussi dans les sociétés à responsabilité limitée, mais c'est un système contraire au système français. La loi française ne détermine pas les pouvoirs des gérants et des administrateurs des sociétés, quelle que soit leur sorte : ce sont les statuts et s'ils outrepassent leurs pouvoirs, ils n'obligent pas la société. Assurément, il est intéressant d'examiner lequel des deux systèmes est préférable : peut-être le système en vigueur en Alsace-Lorraine est-il préférable au point de vue du crédit, mais il est bien difficile d'admettre le système allemand à propos de la société à responsabilité limitée, lorsqu'on admet un système contraire pour toutes les autres espèces de sociétés ; ce serait un peu illogique. »

lourd pour ceux-ci, moins brutal, le risque que constituait pour eux la limitation de responsabilité des associés au montant de leur apport. Ce souci est plus légitime encore, si nous tenons compte de notre conception du crédit dans le domaine des petites et moyennes entreprises auxquelles s'adressait normalement la nouvelle forme de société.

Crédit essentiellement personnel (1).

Par nos traditions commerciales, par nos mœurs, nous avons coutume de faire confiance dans ce domaine des petites et moyennes affaires, beaucoup plus à la personne, à sa réputation, qu'aux garanties réelles qui peuvent être immédiatement offertes par elle. Or, si la forme de la société à responsabilité limitée a justement pour effet de substituer

(1) Citons dans ce sens les paroles de M. MANCEAU, lui-même, rapporteur de la Commission de la Chambre, à l'Assemblée de la Société d'Etudes législatives dont nous avons parlé (*Bulletin de la Société d'Etudes Législatives*, t. XVII, p. 72) : « Il faut favoriser, comme disait M. le Doyen LYON-CAEN, la création de toutes les petites sociétés et rendre cette création très facile, mais il faut aussi exiger des garanties vis-à-vis des tiers. Nous avons une conception du crédit en France toute autre que celle qui existe en Allemagne et en Angleterre. En Angleterre, on fait du découvert, du crédit à un industriel, à un commerçant sur la valeur de l'exploitation, sur le matériel, sur les marchandises, sur la construction; on ne s'occupe pas de la valeur morale des titulaires, des gérants et des associés. En France, nous avons une mentalité différente qui est l'honneur, l'estime de notre commerce et de notre industrie. On prête surtout à la personne, on fait crédit à l'homme, à sa valeur, à la solvabilité personnelle »,

à la garantie personnelle indéfinie, juste conséquence du crédit fondé sur la personne, la seule garantie d'un capital fixe, la confusion risque de demeurer, car nous savons que ces sociétés par leurs caractères prédominants restent des sociétés de personnes, non seulement dans leur organisation interne, dans les rapports entre associés, mais encore, par certains caractères, à l'égard des tiers, et que l'article 11 de la loi du 7 mars 1925 prévoit notamment « qu'elles peuvent être désignées sous une raison sociale comprenant le nom d'un ou de plusieurs associés »

Nous n'envisageons certes pas, en dehors de celle de l'article 24 qui nous occupe, les différentes dispositions destinées à protéger les tiers, que contient la loi du 7 mars 1925 (1). Mais à l'égard de la condition du gérant, il était naturel que s'exercât particulièrement le souci du législateur : l'appareil de gestion des sociétés à responsabilité limitée « société familiale » devait être forcément très restreint; il ne pouvait être question de ressusciter l'organisme compliqué et coûteux de contrôle des sociétés anonymes. Alors, puisque la responsabilité *in infinitum* des associés disparaissait ici, que le gérant pouvait même aux termes de la loi ne pas être un associé, que cependant ce gérant devait dans une

(1) Notamment les mesures prises en ce qui concerne les opérations de constitution de la société. Voir sur l'ensemble de cette question M. A. MOUGIN : *La Garantie des Tiers dans les sociétés à responsabilité limitée en droit français*. Thèse Dijon, 1926.

société de cette nature, fatalement concentrer entre ses mains toute l'activité de la société, comment ne pas essayer d'assurer aux tiers, avec lesquels ce gérant allait être seul en rapport, un minimum de sécurité en réglementant son activité même ?

L'intention du législateur de 1925 était donc louable ; la disposition de l'article 24 qu'elle a inspirée ne nous paraît pas du tout cependant répondre à son objet.

Relevons d'abord son mince avantage : les tiers, nous l'avons dit, sont à l'abri des fautes de négligence qu'ils peuvent commettre en ne vérifiant pas les pouvoirs accordés aux gérants avec lesquels ils traitent et du souci de s'enquérir de ces pouvoirs. La jurisprudence a donné cet exemple d'une banque qui consent une ouverture de crédit à une société à la demande du gérant, ne se souciant pas de la clause des statuts qui interdisait à celui-ci de se faire ouvrir un crédit sans autorisation du Conseil de surveillance, autorisation qui, en fait, n'avait pas été donnée. (aff. Société Générale Alsacienne de Banque contre Société lorraine de conserves, jugement précité du Tribunal de commerce de la Seine du 12 janvier 1928). Nous ne nions pas que la banque en question ait pu trouver avec quelque plaisir dans l'article 24 alinéa 2 le texte qui l'a mise à l'abri des conséquences fâcheuses de la faute commise par elle, en obligeant la société adverse à répondre en tout état de cause de l'acte de son gérant. Mais est-ce bien là le but recherché ?

Qui protège ainsi la loi ? Les tiers négligents et les tiers de mauvaise foi (1).

Les derniers ne peuvent nous intéresser et l'on se demande à l'égard des premiers, pourquoi cette sollicitude soudaine. Dans les sociétés en nom collectif, en commandite ou anonymes, le risque est le même pour eux, celui de ne plus trouver en face d'eux la garantie de la société, et cependant notre législation demeure qui consacre ce risque, et n'est pas l'objet de critiques. Reconnaissons d'ailleurs que la coutume de demander justification des pouvoirs de l'administrateur ou du gérant de société avec lequel il est traité, est bien établie dans nos mœurs, dès que l'acte envisagé dépasse les limites des simples actes d'administration.

Mais il faut aller beaucoup plus loin. Ce texte de l'ar-

(1) Nous n'insistons pas sur la question des tiers de mauvaise foi. Nous avons dit que la disposition de l'article 24, disposition d'ordre public était absolue et immuable et il va sans dire que la bonne ou mauvaise foi des tiers qu'elle favorise est indifférente. C'est ce qu'a très bien précisé le jugement précité du Tribunal de commerce de la Seine du 12 janvier 1928 : « ... Attendu d'ailleurs, dit-il, que peu importe que la Société Générale Alsacienne de Banque ait connu les dispositions statutaires qui interdisaient au gérant de se faire consentir une ouverture de crédit sans autorisation du Conseil de surveillance, cette clause restant sans aucun effet à l'égard des tiers ne saurait avoir aucune efficacité, qu'il est sans intérêt que la publicité en ait été faite ou non ; que la Société Générale Alsacienne de Banque était fondée à considérer comme valable les actes accomplis par le gérant, seul qualifié pour agir au nom de la Société... ».

ticle 24 destiné à protéger les tiers, a créé, en fait, nous l'avons vu, un organisme de gestion tout nouveau, aux pouvoirs absolus et immuables (1). La loi assure aux tiers, en tout état de cause, la garantie sociale, mais du même coup, elle donne aux gérants des pouvoirs tels et qui rendent le contrôle pour les associés à ce point inexistant, que ce gérant, qui peut, comme nous l'avons souligné, ne pas être un associé, a toute latitude de mettre à mal, par une activité

(1) Nous croyons intéressant de citer ce qu'écrivait en 1908 M. HATT (*op. cit.*, p. 146) au sujet des conséquences de cette même règle contenue dans la loi du 26 avril 1892 :

« Il importe de ne pas méconnaître l'importance de cette disposition de la loi, qui n'est du reste que l'application d'un principe admis en droit allemand pour toutes les sociétés de commerce. Elle donne aux gérants les plus amoindris par les statuts à ceux-là même qui sont réduits au rôle de subalterne le moyen d'agir, au mépris des interdictions des statuts ou de l'assemblée des associés, en maîtres absolus, de vendre de immeubles sociaux, de consentir des prêts, de faire des opérations les plus risquées sans que la société puisse attaquer les actes. La disposition qui déclare les restrictions apportées par les statuts ou la collectivité des associés aux pouvoirs représentatifs des gérants sans valeur à l'égard des tiers met la société à la merci des gérants. C'est d'autant plus grave que le recours en dommages-intérêts vis-à-vis d'eux ne compense que d'une façon très aléatoire le risque couru par la société ».

Nous croyons que ces considérations qui sont les mêmes que celles auxquelles nous sommes arrivés en raisonnant sur la disposition de la loi française sont plus fortes encore chez nous, parce que la même disposition (celle de l'art. 24, al. 2 de la loi du 7 mars 1925) heurte nos traditions mêmes et notre droit commun des sociétés en ses principes.

aventureuse, cette même garantie sociale aux dépens de ces tiers qu'il s'agissait de protéger, aussi bien qu'aux dépens des associés.

Ne disons pas que les associés conservent le droit de surveiller la marche des affaires de la société, et le cas échéant, de décider la révocation du gérant (1). La révocation d'ailleurs entourée de bien des entraves, ne pourra intervenir souvent que bien tard, et ce droit des associés n'est tout de même pas une garantie suffisante de bonne gestion.

Sans préjuger de la prudence et des capacités de fait du gérant que l'on peut mettre à la tête d'une société à responsabilité limitée, nous disons seulement qu'en vertu de l'article 24, le contrôle de l'activité de ce gérant, juridiquement, peut être inexistant et surtout inopérant et que celui-ci a ainsi entre les mains des pouvoirs sans limites pour faire de la

(1) Nous verrons, plus loin, toutes les difficultés qui entourent l'exercice par les associés du droit de révocation, notamment en ce qui concerne l'époque à partir de laquelle celle-ci a son plein effet et dessaisit le gérant de ses pouvoirs (décision de l'Assemblée des associés ou jugement du Tribunal). En ce qui concerne la responsabilité personnelle des gérants, tant à l'égard des associés qu'à l'égard des tiers, pour les fautes commises dans leur gestion, l'article 25 de la loi du 7 mars 1925 n'a fait que reproduire les règles du droit commun, il faudra donc, conformément à la jurisprudence, pour qu'il y ait responsabilité que la preuve soit faite du *dol* ou de la *faute lourde impardonnable*. (Cf. COPPER-ROYER, *op. cit.*, p. 247), ou du manquement formel aux dispositions de la loi ou aux stipulations des statuts, bien entendu. V. *infra* (p. 76) ce qu'il faut penser de cette sanction.

société, comme de sa chose, ce qu'il voudra, pourvu qu'il respecte en apparence l'objet social (1).

Même s'il a une part sociale importante, le gérant agira-t-il toujours dans le meilleur intérêt de la société et par conséquent pour la plus grande sécurité de l'avoir social ? L'article 24 al. 2 n'a-t-il pas créé à l'encontre de son propre but un risque nouveau pour les tiers ?

(1) A l'égard des mesures de contrôle, rappelons que dans les sociétés de moins de 20 membres (et la grosse majorité des sociétés à responsabilité limitée est dans ce cas) :

1° La tenue d'assemblées n'est pas obligatoire. Le gérant, sauf stipulation contraire des statuts, a seul l'initiative des consultations écrites qui peuvent remplacer ces assemblées et dispose seul des résolutions ou des décisions à prendre par ces consultations ; qu'enfin une consultation *annuelle* des associés n'est même pas rendue obligatoire par la loi (art. 26 et 29) Cf. également sur cette question A. MOUGIN : *La garantie des tiers dans les sociétés à responsabilité limitée en droit français*. Thèse précitée, p. 92.

2° Que la constitution d'un conseil de surveillance n'est pas obligatoire (art. 32).

3° Que seule reste comme mesure de contrôle, compensation bien légère, le droit pour les associés de prendre connaissance, à tous moments, de l'inventaire et du bilan de l'entreprise (art. 30).

Mesures de contrôle qui semblent bien inefficaces. Et d'ailleurs, avouons-le, la question reste entière, un contrôle ne vaut que par les sanctions qu'il peut mettre en œuvre ; or, ici en présence d'un gérant omnipotent, les associés ne peuvent intervenir pratiquement que par cette seule sanction, la révocation, moyen qui pour le moins manque de souplesse.

Section II. — Les moyens de protection mis en œuvre par la pratique. La caution solidaire du gérant.

A vrai dire, le danger ne viendrait donc pas, pour les tiers, des erreurs de négligence qu'ils pourraient commettre, si le droit commun avait été maintenu, en ne s'assurant pas des pouvoirs des gérants; ce risque continue à exister pour eux, dans les autres sociétés commerciales, et nous avons vu qu'il était pratiquement négligeable pour le législateur : il est dans les aléas normaux de la vie des affaires.

Le risque véritable et nouveau réside dans la limitation de la garantie sociale, fondement de la société à responsabilité limitée; plus exactement, il réside dans la disproportion possible — et plus à craindre qu'ailleurs — entre les engagements du gérant, pour le compte de la société, et l'importance de cette garantie sociale, constituée, bien que nous soyons, d'une certaine façon, dans le domaine des sociétés de personnes et du crédit personnel, par une simple valeur réelle, et fixe. C'est le problème le plus délicat du crédit des sociétés à responsabilité limitée et toute la difficulté de l'acclimatation de ces sociétés à nos mœurs commerciales. Nous voyons que ce problème se pose naturellement et avant tout à l'occasion des engagements du gérant, et c'est bien par conséquent toute la condition de celui-ci qu'il intéresse.

Nos développements précédents nous permettent de dire que les dispositions de l'article 24 alinéa 2 ne font qu'ag-

graver ce problème; en décidant que le gérant aura « tous les pouvoirs » et que « toute limitation contractuelle de ses pouvoirs sera inopposable aux tiers », le législateur de 1925 a créé un organisme de gestion singulièrement illogique à l'égard des principes fondamentaux des nouvelles sociétés qu'il venait d'édicter.

Alors qu'il aurait fallu un mode de gestion à la fois souple et sûr dans lequel l'intervention de la collectivité des membres de cette « société familiale » qu'envisageait le législateur fût constamment possible, et pour les actes les plus importants rendue nécessaire — mode qui pût constituer une sorte d'administration commune par l'intermédiaire d'un mandataire constamment contrôlé — le législateur a voulu un gérant omnipotent, qui réunit sur sa tête tout le pouvoir exécutif de la société — pratiquement incontrôlable.

Un tel mode de gestion se serait conçu peut-être dans une société de personnes où le gérant eut été un associé responsable *in infinitum*. Ici le gérant peut même ne pas être associé et en tous cas, s'il l'est, le principe même de la société veut que comme tel il ne soit pas engagé au-delà de sa part (1). L'omnipotence qui lui est donnée n'est donc pas

(1) Par une singulière contradiction, M. MANCEAU déclare cependant dans son rapport à la Chambre des Députés (*op. cit.*, p. 150) :

« Il s'agit dans l'espèce de sociétés spéciales où les gérants feront acte en quelque sorte *d'associés en nom collectif* et dans ces

seulement illogique, elle risque ainsi d'être nuisible aux intérêts de la société et des ayant-droits de celle-ci.

Il n'est donc pas étonnant que « les tiers » traitant avec le gérant et ne se sentant point protégés par les dispositions de la loi contre le danger que nous avons essayé de caractériser aient mis en œuvre d'autres moyens de protection et de garantie dûs aux seules ressources de la pratique.

Ces moyens ont été imaginés dès l'apparition de la loi du 7 mars 1925. Fait remarquable, ils sont surtout entrés dans nos mœurs commerciales à l'occasion de la période de transition qui était nécessaire pour l'adaptation des nouvelles sociétés à nos entreprises et à notre vie des affaires.

conditions il lui a paru (à la Commission) utile de donner aux gérants les pouvoirs les plus étendus... »

Nous ne citerons en réponse que la critique de M. WAHL (art. précité, *Journal des Sociétés*, 1926, p. 193 et suivantes) :

« En quelque sorte, est un poème : assimiler à des associés en nom collectif des gérants dont le caractère essentiel est de *n'être pas* des associés en nom collectif, est hardi, d'autant que les gérants des sociétés à responsabilité limitée peuvent ne pas être associés... » et M. WAHL conclut d'ailleurs que « si cette assimilation devait avoir logiquement un résultat c'est celui de faire décider que comme des associés en nom collectif les gérants auraient pouvoir seulement dans le silence des statuts de faire des actes d'administration. »

Nous ne sommes pas tout à fait de cet avis ; si le gérant avait eu véritablement le caractère essentiel de l'associé en nom collectif, c'est-à-dire la responsabilité *in infinitum* il ne s'en suivait pas que le législateur était obligé de laisser lui appliquer notre droit com-

Nul n'ignore, en effet, le succès que la forme de la société à responsabilité limitée eut en France dès l'entrée en vigueur de la loi. Ce succès était dû, rappelons-le brièvement :

1° aux privilèges fiscaux accordés par cette loi aux gérants, justement, de la nouvelle société (privilèges considérablement réduits par la loi du 30 décembre 1928 et tout dernièrement encore par la loi du 28 février 1933).

2° à l'avantage indéniable, pour les propriétaires d'une entreprise, surtout dans une période d'insécurité financière (1925-1928), de cette forme de la responsabilité limitée qui leur permettait de mettre une partie de leur patrimoine personnel à l'abri des risques de l'affaire.

Le danger le plus grave pour les tiers est peut-être né de

mun et de ne lui donner que des pouvoirs d'administration : le manque de logique que nous reprochons au législateur est seulement d'avoir par voie d'innovation donné aux gérants « les pouvoirs les plus étendus » alors que justement il limitait la responsabilité de ces gérants en tant qu'associés et qu'il tolérait même que ces gérants ne fussent point associés, c'est-à-dire normalement (sauf le cas de fautes personnelles) irresponsables. A vrai dire, l'honorable rapporteur de la commission de la Chambre semble avoir surtout employé une expression juridiquement malheureuse, en parlant d'associés en nom collectif » : il est vraisemblable qu'il voulait seulement par là reprendre son idée de « société familiale » et évoquer le caractère de société de personnes (dont la société en nom collectif est le type) qui demeure, nous l'avons dit, encore celui des sociétés à responsabilité limitée : quoiqu'il en soit, ce caractère ne suffit pas à justifier les pleins pouvoirs accordés aux gérants puisque d'autres caractères primordiaux militent dans un sens tout opposé.

cet engouement. Les entreprises constituées jusqu'alors en sociétés en nom collectif, en commandite, en association, en participation, ou seulement dans le patrimoine d'un chef de famille, se sont constituées en sociétés à responsabilité limitée, trop souvent peut-être avec un capital inférieur à la surface réelle de l'affaire.

Les tiers habitués à traiter avec ces entreprises — et pour prendre le cas le plus pratique les banquiers par exemple — se sont trouvés, tout d'un coup, non en face d'associés en nom, ou de propriétaires d'affaires, répondant des engagements de la société ou de l'entreprise sur la totalité de leur patrimoine et auxquels ils faisaient confiance comme tels, mais en présence de gérants de sociétés à responsabilité limitée ne leur offrant plus, par définition même, qu'une garantie sociale réduite. Et ces gérants — c'est là à notre avis que réside toute la question — ont voulu traiter évidemment avec ces tiers *le même volume d'affaires* qu'auparavant les entreprises dont ces sociétés prenaient la suite. Aux banquiers, ils ont demandé les mêmes chiffres de crédit. La disproportion, dont nous avons parlée, entre la garantie sociale et les engagements de la société par l'intermédiaire des gérants, s'est établie ainsi en bien des cas, disproportion que n'avait pas voulu la loi, certes, mais plus grave ici que dans les autres sociétés de capitaux, les sociétés anonymes, dont elle constitue le risque presque normal; car nous avons vu que dans les sociétés à responsabilité limitée, le contrôle de la gestion est pratiquement inopérant et que, surtout, ces

sociétés demeurent par bien des caractères des sociétés de personnes et, par là, restent fondées sur l'idée de crédit personnel, qu'il est bien difficile, de par nos coutumes commerciales, de dissocier de l'idée de garantie personnelle.

A ce point de la question, la mesure de protection de l'article 24 sur la validité en tout état de cause des actes des gérants à l'égard de la société paraît bien anodine. C'est contre les actes des gérants eux-mêmes, dans la mesure où ces actes pourront constituer des engagements exagérés, dépassant l'importance de la garantie sociale, que les tiers devront se prémunir.

Ils ne le feront point en réglementant ou en limitant l'activité des gérants; car ils ne le peuvent pas directement et ils ont d'ailleurs intérêt à traiter; ils le font en se faisant donner par ces gérants eux-mêmes des garanties personnelles, à côté de celle de la société.

C'est ainsi que le gérant sera appelé à se porter caution solidaire de la société pour appuyer de son crédit personnel et de la garantie de ses biens propres, les principaux engagements qu'il contractera au nom de celle-ci.

Cette pratique, aujourd'hui très répandue, est devenue en particulier courante chez les banquiers pour la garantie de tous les crédits d'espèces, d'escompte, etc., que ceux-ci sont amenés à consentir à des sociétés à responsabilité limitée, et de leurs opérations de toute nature avec ces sociétés. Un acte général de cautionnement solidaire est demandé au

gérant ou aux gérants au début de ces opérations « pour tous engagements quelconques pris par la société à l'égard de la banque ».

La mesure sera plus sûrement prise encore lorsque la société à responsabilité limitée envisagée aura succédé à une société en nom collectif, et lorsque son gérant sera un ancien associé de cette dernière, à la surface personnelle duquel la banque avait coutume de faire confiance.

Par contre, si cette surface personnelle du gérant n'est pas notoirement suffisante, la Banque exigera parfois de celui-ci, pour renforcer son engagement, une garantie réelle, nantissement de titres, dépôt d'espèces, etc.

Ainsi le gérant prend-il véritablement à l'égard de ces tiers une condition analogue à celle d'un associé en nom collectif, responsable, cette fois, *in infinitum* sur son patrimoine personnel.

Alors sous l'empire des modifications de la pratique, commenceraient à mieux se justifier les pleins pouvoirs accordés par la loi au gérant. Sans doute, les tiers en demandant à celui-ci sa caution personnelle ont-ils eu avant tout pour but d'augmenter la garantie réduite que leur offrait la Société elle-même; et sous cet aspect, ils pourraient aussi bien demander la caution d'un riche associé non gérant. Cependant, la qualité de gérant intervient particulièrement dans la pratique que nous avons signalée; car c'est par le gérant que sont pris tous les engagements de la société et si les

tiers ont sujet de craindre que ces engagements dépassent les limites que peut permettre la garantie sociale, il est logique qu'ils s'adressent aux gérants pour leur demander les nouvelles garanties qu'ils sont en droit d'attendre, et afin d'intéresser plus directement ceux-ci à rester dans le cadre d'une saine gestion.

C'est donc bien, d'une certaine façon, toute la question du crédit (1) de la société à responsabilité limitée que posera ainsi indirectement la condition du gérant; et c'est bien

(1) Cette question du crédit des sociétés à responsabilité limitée était envisagée de la façon suivante par M. MANCEAU dans son rapport à la Chambre des Députés (*op. cit.*, p. 147). « On peut se demander si la limitation de l'actif social ne porte pas préjudice aux droits des créanciers et si cette limite n'est pas, en quelque sorte, contraire à la stricte honnêteté. Nous répondrons qu'il est facile, dans une société en nom collectif si les associés sont malhonnêtes, de tromper les créanciers sur leurs gages, en faisant par exemple passer au nom de leur femme leur fortune personnelle. D'un autre côté, en matière commerciale, le crédit n'est pas une faveur, mais une opération commerciale; il a ses avantages et ses risques. Les personnes ou sociétés qui font du crédit à une maison de commerce le font par intérêt, pour réaliser des bénéfices. Elles ne rendent pas service pour rendre service, mais traitent une affaire : celle-ci peut être bonne ou mauvaise; elles doivent s'entourer de renseignements et la loi du 18 mars 1919 sur le registre du commerce a été créée à l'effet de faciliter ces renseignements ». C'est là, croyons-nous, une réponse générale qui s'applique à toutes les sociétés de capitaux, mais la question du crédit des sociétés à responsabilité limitée est plus nuancée, justement parce que ces sociétés sont intermédiaires entre les sociétés de capitaux et les sociétés de personnes.

d'ailleurs en faveur de ce crédit que les dispositions de l'article 24 que nous avons étudiées ont été tentées à notre avis sans résultat.

Les moyens empiriques que nous venons de signaler sont intéressants dans la mesure surtout où ils mettent en relief les imperfections de l'organisme de gestion ainsi conçu par la loi du 7 mars 1925.

Il semble bien que ces moyens constituent un phénomène caractéristique qui traduit, d'une part, la subsistance dans les sociétés à responsabilité limitée du crédit personnel (1),

(1) Citons à ce propos ces paroles de M. MAZURIER, sénateur, dans son « Avis » présenté au Sénat au nom de la Commission de Législation civile et criminelle, sur le projet de loi sur les sociétés à responsabilité limitée (séance du 30 janvier 1925. Annexe n° 29, *Journal Officiel* du 3 mai 1925). « Le nouveau type de société pourra parfois surprendre l'opinion publique. Un important industriel ou un banquier fortuné possède une terre d'une valeur de un ou plusieurs millions. Cette fortune, connue dans la région, lui assure un crédit indiscutable. Il met son industrie ou sa banque, avec ses enfants, en société à responsabilité limitée. Viennent les mauvaises années, la débâcle et la faillite. Certains créanciers de la faillite seront ruinés. Que diront-ils en voyant celui qu'ils considéraient comme leur débiteur principal, le gérant de cette société qui *portait toujours son nom*, jouir sans inquiétude de sa grosse fortune terrienne ? Et le banquier pourra recommencer le lendemain à ouvrir un nouvel établissement, sa visible opulence continuera à inspirer confiance à une autre clientèle. Mais le législateur, conclut M. MAZURIER, ne doit pas s'arrêter aux exceptions, il doit surtout envisager les bienfaits que peut procurer la loi qu'il crée ». Sans doute, seulement ces exceptions se sont révélées de nos jours de plus en plus nombreuses.

et par voie de conséquence, de l'idée de garantie personnelle, qui se manifestent normalement en la personne du gérant, représentant de la société et modifient entièrement la condition de celui-ci; d'autre part, le défaut d'adaptation à nos mœurs commerciales de la conception même de cette condition du gérant, d'après la loi du 7 mars 1925, conception allemande du procuriste et du représentant de la société aux pouvoirs absolus et immuables à l'égard des tiers, du *fonctionnaire aux pleins pouvoirs*.

Cette conception du gérant paraît de nature à effrayer notre crédit lui-même et nos coutumes commerciales. Il semble donc que nous aurions intérêt à revenir à la conception beaucoup plus souple de notre droit commun, celle du mandataire qui n'engage que dans les limites de son mandat, constamment contrôlable.

CHAPITRE DEUXIÈME

La protection des associés

Etude du droit de révocation d'après la loi du 7 Mars 1925

Si les tiers, à l'encontre du but visé par le législateur, peuvent avoir eux-mêmes à souffrir de la disposition de l'article 24 alinéa 2, les associés sont évidemment les premiers atteints par celle-ci.

La loi, délibérément, les sacrifie. C'est l'effet direct de ce texte qui décide que les limitations que ceux-ci voudraient apporter — légitimement semblerait-il — aux pouvoirs des gérants qu'ils nomment, resteront lettre morte pour les tiers. Nous avons souligné que cette disposition, en fait, aboutit, si l'accord constant et la confiance mutuelle qui sont logiquement à l'origine de la nomination du gérant, ne persistent pas entre celui-ci et les associés, et c'est le cas extrême qu'il faut juridiquement traiter, à donner au gérant une pleine autonomie à l'endroit de ceux-ci et à rendre inopérantes toutes interventions de leur part dans la gestion, et tout véritable contrôle.

Leur droit de contrôle à l'égard du gérant, en effet — à

peine organisé nous l'avons vu dans les sociétés de moins de vingt membres — n'a logiquement que deux sanctions :

— sanction des dommages-intérêts auxquels peut être condamné le gérant du fait de sa responsabilité personnelle à leur égard ;

— sanction de la révocation.

Sanctions extrêmes et définitives qui impliquent donc que tous rapports sont devenus impossibles entre associés et gérants; sanctions de « liquidation ».

Sur la question des dommages-intérêts, nous ne nous étendons pas. L'article 25 de la loi du 7 Mars 1925, concernant la responsabilité personnelle des gérants n'a fait que reproduire le texte de l'article 44 de la loi du 24 Juillet 1867 qui établit la responsabilité des administrateurs des sociétés anonymes; il décide, en effet, que « les gérants sont responsables conformément aux règles du droit commun, individuellement ou solidairement suivant les cas, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la présente loi, soit des violations des statuts, soit des fautes commises par eux dans leur gestion ». Texte qui n'appelle évidemment aucune étude originale.

Mais, sans doute, objectera-t-on avec une certaine force, que les « limitations contractuelles » des pouvoirs des gérants, stipulées par les associés retrouvent justement, sur ce chapitre, dans l'action en dommages-intérêts, toute leur

sanction; sanction normale, d'ailleurs, résultant du droit commun et qui ne nécessitait aucun texte spécial (ni le texte de l'article 25, ni celui de l'article 24 « sauf stipulation contraire... »).

A cela, nous répondrons d'abord, comme nous l'avons déjà fait remarquer, que c'est là une sanction extrême; les associés ne se décideront à l'exercer qu'en même temps que leur droit de révocation, et comme complément de celui-ci, car l'on s' imagine difficilement des associés plaidant contre le gérant par une demande en dommages-intérêts, tout en laissant ce gérant à la tête de leur affaire. Les deux sanctions, dommages-intérêts et révocation, par conséquent, se combinent; l'une et l'autre pourront être fondées éventuellement sur la même cause. Mais les associés répugneront naturellement à employer cette sanction des dommages-intérêts, comme celle de la révocation, parce qu'elle sera de conséquences graves et de nature à entraver la marche des affaires sociales.

En outre, les « limitations contractuelles de pouvoirs » se font dans les sociétés à responsabilité limitée, sous l'effet des dispositions de l'article 24, la pratique le révèle, de plus en plus rares. Notre esprit et nos mœurs commerciales qui aiment, par nature, la logique et les situations sûres, répugnent sans doute à cet état contradictoire de dispositions statutaires sans portée pratique à l'égard des tiers, mais seulement (et de façon tellement peu efficace) à l'égard des associés, à cette distinction arbitraire des rapports internes et externes de la société, *Geschäftsführung* et *Vertretung*,

dans laquelle se complait le droit allemand. Ainsi avons-nous pu relever dans certains statuts des dispositions comme celle-ci : « Vis-à-vis des tiers, le gérant représente la société et a tous pouvoirs pour agir au nom de celle-ci en toutes circonstances sans avoir à justifier de pouvoirs spéciaux. Dans ses rapports avec les co-associés, le gérant a les pouvoirs les plus étendus, dont il peut user pour faire toutes les opérations se rattachant à l'objet social ». Dispositions qui révèlent sans doute un certain désarroi dans la façon d'interpréter la loi de 1925 et qui aggravent celle-ci, car nous avons vu que les limites, au moins les limites apparentes, de l'objet social circonscrivent naturellement l'activité du gérant et s'imposent aux tiers eux-mêmes, contrairement à ce que semble exprimer ce texte; mais dispositions cependant très caractéristiques de la situation créée par l'article 24 alinéa 2 telle que nous avons essayé jusqu'ici de la décrire.

Puisque l'action en dommages-intérêts des associés ne donne matière à aucune étude spéciale, il nous reste donc à étudier le droit de révocation, dans sa réglementation nouvelle, mais assez imprécise, nous allons le voir, de la loi du 7 Mars 1925.

*Section I. — Le droit de révocation de l'article 24
et les problèmes qu'il pose dans son application*

L'article 24 de la loi du 7 Mars 1925 — texte qui décidément rompt avec nos traditions juridiques — introduit dans notre droit des sociétés par son alinéa 3 une autre innovation en décidant « que les gérants nommés par l'acte de société ou par un *acte postérieur* ne sont révocables que pour *causes légitimes* ».

En disposant, en effet, de ce droit de révocation du gérant, dans le domaine de la société à responsabilité limitée, domaine intermédiaire entre les sociétés de personne et les sociétés de capitaux, le gérant concentrant justement, nous l'avons vu, dans sa personne, l'effet de ce double caractère, le législateur était placé entre deux systèmes.

Le système de la loi du 24 Juillet 1867, art. 22, et de la révocabilité *ad nutum* des administrateurs des sociétés anonymes. Il n'était pas tellement anormal qu'il l'adoptât, puisque ce gérant pouvait même — contrairement aux Administrateurs eux-mêmes de sociétés anonymes — ne pas être un associé; et qu'en tout état de cause, s'il l'était, comme c'est le cas normal, le droit de révocation restant, en raison de ses pouvoirs exorbitants, la seule arme des associés contre lui, il était utile que ce droit pût être librement exercé.

Mais c'était la tendance du législateur de 1925, au contraire, de rendre plus difficile toute atteinte à la stabilité du gérant, comme à ses pleins pouvoirs. Alors s'offrait au législateur le système de l'article 1856 du Code Civil, distinguant entre le gérant statutaire révocable seulement pour causes légitimes et le gérant nommé par acte postérieur au contrat de société, révocable comme un simple mandat. Système du droit commun applicable aux gérants de nos sociétés en nom collectif et de nos sociétés en commandite.

L'article 24 répudiant cette dernière distinction classique, semble aggraver l'article 1856, lui-même, du Code Civil, en déclarant que le gérant, en tout état de cause, ne sera révocable que pour causes légitimes, qu'il soit nommé par les statuts ou par un acte postérieur, par un simple contrat de gestion.

Remarquons tout de suite combien s'accuse le caractère de toute puissance et de plus grande autonomie que la loi de 1925 a voulu accorder au gérant de société à responsabilité limitée : cette loi rend la révocation de celui-ci, dernière arme efficace entre les mains des associés, plus difficile que dans toute autre société. L'un et l'autre Rapporteurs du projet de loi à la Chambre et au Sénat, MM. MANCEAU et CHAPSAL, ont tous les deux tenté de justifier cette mesure, en faisant intervenir l'idée qui leur était chère, et à laquelle nous avons déjà fait plusieurs fois allusion, du gérant « père de famille, » chef de cette « société familiale » que devait

constituer d'après eux la société à responsabilité limitée (1). Nous avons déjà montré comment cette conception assez impulsive du législateur, et trop particulière en tout cas pour servir de base à une disposition générale, apparaît inexacte et illogique lorsque l'on transpose notre institution de la société à responsabilité limitée dans le cadre de notre droit général des sociétés, et lorsque l'on compare la condition du gérant de cette société, dans le domaine théorique comme dans celui de la pratique, à la condition du gérant de société en nom collectif et de la société en commandite, ou, à l'opposé, à celle de l'Administrateur de société anonyme. Nous montrerons dans notre conclusion que cette conception a d'ailleurs faussé toute la condition du gérant de la société à responsabilité limitée parce qu'elle est tout entière à l'origine des dispositions critiquables de l'article 24.

Mais nous devons maintenant nous demander quelles sont

(1) M. MANCEAU, à la Chambre des Députés (rapport précité, p. 150) : « Les sociétés à responsabilité limitée étant, comme nous l'avons dit à plusieurs reprises, des sociétés restreintes, à forme familiale, où souvent, ce sera le père de famille qui sera le gérant, et qui aura associé ses enfants et ses ouvriers à son entreprise, il nous a paru bon de conserver le texte du projet de loi du Gouvernement qui semble devoir donner une autorité plus grande au gérant... » Et M. CHAPSAL, au Sénat : « Il ne faut pas perdre de vue, ainsi que l'a fait remarquer le Rapporteur de la Commission de la Chambre, que la société à responsabilité limitée est un groupement restreint, à forme familiale, où il est bon qu'une autorité plus grande soit donnée au gérant qui sera souvent le père de famille... »

les conséquences juridiques exactes du texte de cet article qui dispose de la révocation et nous allons voir combien est délicate la détermination de ces conséquences; conséquences pourtant extrêmement graves, puisque c'est toute la vie de la société qui est mise par elles en suspens. Entre les opinions assez divisées de la doctrine et parmi les décisions très rares encore de la jurisprudence, nous essayerons d'établir, en fonction de notre droit commun des sociétés, mais aussi et surtout, pour ne point trahir la pensée du législateur, dans la logique de l'institution nouvelle créée par la loi du 7 Mars 1925, les solutions qui nous paraîtront, dans l'état actuel du texte qui nous occupe, juridiquement s'imposer.

Les questions que nous pouvons nous poser en présence de la disposition de l'article 24 alinéa 3 sont les suivantes :

Et tout d'abord, question qui nous paraît capitale, cette disposition, en vertu de laquelle le gérant n'est révocable que pour causes légitimes, est-elle d'ordre public ? ou les statuts peuvent-ils, au contraire, en disposer autrement; décider par exemple que le gérant sera révocable *ad nutum* par l'Assemblée générale des associés, ou ce qui revient au même, que l'Assemblée générale aura seule, et à l'exclusion des Tribunaux, un pouvoir discrétionnaire pour apprécier les motifs de révocation du gérant qui lui seront proposés et décider de cette révocation ?

Cette question préliminaire étant écartée, et dans le silence des statuts, comment faut-il entendre exactement la dispo-

sition de la loi: « Les gérants... ne sont révocables que pour causes légitimes ».

A qui appartiendra le pouvoir de révoquer ? A l'autorité judiciaire, reconnue seule capable de résilier unilatéralement le contrat de société ou le pacte de gestion qui s'y lie, ou à l'Assemblée générale des associés, sous réserve du contrôle des Tribunaux, pour l'appréciation de la légitimité des motifs invoqués par celle-ci ?

Dans ce dernier cas, le Tribunal aura-t-il pouvoir d'annuler la révocation ou seulement d'accorder au gérant illégitimement révoqué des dommages-intérêts correspondant au préjudice à lui causé ? Si le Tribunal a pouvoir d'annuler, mais qu'en l'espèce il confirme la révocation, celle-ci prendra-t-elle date à compter de la décision des associés ou du jugement du Tribunal ?

Enfin, si l'Assemblée Générale a pouvoir de révoquer, quelle majorité sera nécessaire s'il s'agit d'un gérant statutaire, pour prononcer cette révocation : la simple majorité de l'article 27 ou celle imposée par l'article 31 pour les modifications des statuts, majorité représentant les trois-quarts du capital social ?

Telles sont les principales questions que nous amène à résoudre le dernier texte que nous voulons étudier.

*Section II. — Le principe de l'irrévocabilité du gérant,
sauf causes légitimes, est-il d'ordre public ?*

La question mérite d'être posée, avant toute autre, car de sa solution dépendra évidemment toute la force que va revêtir la disposition que nous étudions et, peut-être une nouvelle caractéristique formelle (nouvelle entrave imposée aux associés) apportée à la condition du gérant.

Nous n'ignorons pas que la disposition de l'article 22 de la loi du 24 juillet 1867, en vertu de laquelle les Administrateurs des sociétés anonymes sont révocables *ad nutum* est, elle-même, d'ordre public, mais un texte formel (art. 41 de la loi) la déclare telle et aucun texte de cette nature ne se trouve dans la loi du 7 Mars 1925. L'on peut se demander cependant si le législateur de 1925 prenant la peine d'insérer une disposition spéciale en la matière, par laquelle il entendait faire œuvre nouvelle, n'a pas voulu attacher la même qualité à sa disposition, car dans le cas contraire, les effets de celle-ci se trouveront limités à une simple interprétation de la volonté des parties dans le silence des statuts : interprétation qui, à première vue, paraît bien arbitraire.

Il est difficile de contester tout d'abord qu'en déclarant le gérant, statutaire ou non, seulement révocable « pour causes légitimes », le législateur de 1925 ait entendu se référer, partiellement tout au moins et en l'aggravant, à la disposition de l'article 1856 du Code Civil qui dit en termes presque

identiques que le gérant statuaire « ne peut être révoqué sans cause légitime ».

Or, la Cour de Cassation a depuis fort longtemps décidé que cette disposition, toute aussi formelle, du Code Civil, n'était qu'interprétative de la volonté des parties et que les statuts des sociétés de type classique, sociétés en nom collectifs ou en commandite auxquelles s'applique cette disposition peuvent y déroger. « Attendu, dit-elle, sur l'article 1856 que si, en thèse générale, le gérant ne peut être révoqué tant que dure la société (sauf causes légitimes déterminées par les Tribunaux) ce n'est pas un principe d'ordre public et qu'il peut y être dérogé par des conventions particulières » (Cass. Req. 25 Novembre 1872 S. 1873 I. 385) (1). Elle a même et par des arrêts plus anciens décidé qu'une clause qui enlevait aux Tribunaux le droit d'apprécier la légitimité des motifs de révocation, faisant l'Assemblée générale, dans des conditions nettement stipulées, seule juge de ses motifs et par conséquent permettant pratiquement la révocation *ad nutum* par cette Assemblée, était valable, n'étant ni une clause compromissaire, illicite en vertu de l'article 1006 du Code de Procédure civile, ni une clause contraire à l'ordre public en général (2).

(1) Dans le même sens : Cass. Req. 9 mai 1860, S. 1860, 1.621 et l'arrêt ci-dessous bien entendu.

(2) Cass. Req. 9 mai 1859, s. 1860, 1.442. Attendu, dit l'arrêt qu'une telle disposition « est une mesure d'administration intérieure qui n'intéresse en aucune manière la compétence des Tribunaux et l'orga-

La question est par conséquent nettement tranchée pour la disposition de l'article 1856 : celle-ci n'est pas d'ordre public ; en sera-t-il de même pour celle de la loi du 7 Mars 1925 ? Il paraît difficile d'être, en présence d'une disposition analogue, plus rigoureux pour les sociétés à responsabilité limitée que pour les sociétés en nom collectif ou les sociétés en commandite, sociétés de personnes proprement dites, dans lesquelles les stipulations du pacte social ont autrement de force intrinsèque à l'égard de chaque associé que dans la nouvelle société créée en 1925, intermédiaire avec les sociétés de capitaux où plus normalement règne la loi majoritaire. Et puis et surtout nous l'avons dit, aucun texte — malgré les commentaires assez équivoques des rappor-

nisation des juridictions... Qu'une telle stipulation qui offre aux gérants une garantie contre des plaintes inconsidérées est en elle-même parfaitement licite et s'explique par des considérations puisées dans l'intérêt commun des sociétaires. Qu'en effet, la divulgation des motifs de la révocation pourrait devenir une source d'embarras et de discrédit pour l'entreprise, que d'ailleurs et indépendamment des inconvénients qu'occasionnerait la publicité d'un débat judiciaire, le recours aux Tribunaux entraînerait des conséquences incompatibles avec l'existence de la société dans les conditions où elle s'est constituée puisque le recours exclusif qu'elle s'est réservée par l'article précité de ses statuts serait paralysé dans son exercice et même anéanti par le maintien en fonctions d'un gérant répudié par elle et n'ayant plus sa confiance et qu'on lui imposerait pour l'administration de ses affaires... » et l'arrêt conclut que le gérant se trouve tenu par la loi qu'il a acceptée (art. 1134).

teurs de la Chambre et du Sénat (1) — ne dit expressément que la disposition qui nous occupe soit d'ordre public et nous savons qu'un tel caractère, étant d'exception, ne peut résulter en principe que d'une déclaration formelle de la loi.

Nous nous rangerons donc à l'avis de la majorité des commentateurs de cette loi du 7 Mars 1925 qui (sans se prononcer toutefois pour les motifs que nous avons essayé de dégager) estiment que les statuts des sociétés à responsabilité limitée peuvent parfaitement déroger au principe édicté par l'article 24, alinéa 3 (2) et décider que les gérants

(1) M. MANCEAU à la Chambre des Députés (*op cit.*, p. 150) « La Chambre de commerce de Strasbourg a critiqué le 3^e § relatif à la révocation du gérant, *qui n'est permise que pour cause légitime...* » Et M. CHAPSAL au Sénat (*op. cit.*, p. 695) : « Cette solution (celle proposée par la Chambre de commerce de Strasbourg et que nous allons voir dans la suite) peut à la vérité *se justifier et peut-être aurait-il mieux valu, sur ce point, laisser toute liberté aux statuts* ». Mais nous verrons quelle importance minime on est obligé d'accorder aux déclarations de ces rapporteurs au sujet de cette question de la révocation, tant ces déclarations apparaissent en elles-mêmes contradictoires et confuses.

(2) Dans ce sens, notamment HOUFIN et BOSVIEUX (*op. cit.*, t. II, n° 1.587). « La disposition de l'article 24 de la loi de 1925 relative à la révocabilité des gérants n'étant pas d'ordre public, rien ne s'opposerait à ce que les statuts déclarent les gérants révocables *ad nutum sans motifs et sans indemnités* ». Dans le même sens LEFARGNEUR, *op. cit.*, 334. — PIOT. — PIC et BARATIN, *op. cit.*, 289. — DROUETS, *op. cit.*, 201. En sens contraire cependant POTTIER, *op. cit.*, n° 77.

seront révocables *ad nutum* par l'Assemblée générale des associés faisant échapper par conséquent cette révocation et ses motifs au contrôle des Tribunaux et éteignant tout droit à indemnité au profit du gérant révoqué.

Section III. — Les pouvoirs et le rôle respectif des associés et de l'autorité judiciaire dans le prononcé de la révocation suivant l'article 24

Nous devons déterminer maintenant les conditions d'application de la disposition de l'article 24 alinéa 3 dans le cas où celle-ci joue, c'est-à-dire si les statuts sont muets ou s'ils s'y réfèrent expressément.

Il a d'abord été soutenu — et c'est une première thèse que nous voudrions écarter — que le législateur par ce texte a voulu seulement consacrer le droit à indemnité du gérant, au cas où la révocation de celui-ci ne serait pas fondée sur des causes légitimes; qu'en d'autres termes, les associés disposeraient souverainement du droit de révocation, sous réserve de l'action en dommages-intérêts du gérant devant les Tribunaux, qui ne contrôleraient ainsi la « légitimité des motifs » que pour dispenser ou non à celui-ci des dommages-intérêts.

C'est la thèse de M. Jean COPPER-ROYER (1); celui-ci part

(1) *Op. cit.*, p. 221.

du principe que la fonction du gérant de sociétés à responsabilité limitée est un mandat, lequel est à tout moment révocable par le mandant (art. 2004 du Code Civil) sous réserve des dommages-intérêts pour révocation abusive au cas où une stipulation contractuelle ou légale a formellement prévu que la révocation ne pourrait intervenir que pour certains motifs précisés; thèse qui semble à la vérité étayée par certaines paroles des rapporteurs parlementaires (1);

(1) M. MANCEAU (*op. cit.*, p. 150) — reprise de la citation précédente — « La Chambre de commerce de Strasbourg a critiqué le 3^e § relatif à la révocation du gérant qui n'est permise que pour cause légitime. Elle voudrait que le gérant fût révocable à tout moment et non pas seulement pour les causes légitimes sous réserve bien entendu des dommages-intérêts qu'il pourrait être en droit de réclamer en vertu de la loi ou de son contrat. Il nous a paru bon de conserver le texte du gouvernement. En réalité, cependant, il y a peu de différence entre le droit de révocation *ad nutum* et la révocation uniquement pour cause légitime. Il n'en résulte, en effet, aucunement que les associés soient obligés de prouver la légitimité de leurs griefs avant de procéder à la révocation. Celle-ci est un fait devant lequel le gérant ne peut que s'incliner, volontairement ou par autorité de justice, sous réserve des réparations qu'il se croira fondé à obtenir ». S'il en est ainsi nous ne voyons vraiment pas la différence entre la disposition que réclamait la Chambre de Commerce de Strasbourg et le texte du projet de loi que la Commission « a cru bon de conserver ». M. CHAPSAU au Sénat (*op. cit.*, p. 695) : « Les associés ne sont pas tenus avant de procéder à la révocation de faire la preuve de la légitimité de leurs griefs. Mais le gérant conserve toujours le droit de s'adresser à la justice s'il se croit fondé à demander des dommages-intérêts ». Cette dernière déclaration est nette, mais auparavant et en reprenant les termes de M. MANCEAU, le rapporteur du Sénat repousse la proposition de la Chambre de Commerce de Strasbourg. Et puis, comme nous l'observons ci-dessus, le texte de l'article 24 demeure, qui dit tout autre chose.

mais nous avons vu la valeur très relative que l'on est contraint d'attacher à ces paroles, et d'autre part combien est arbitraire et factice l'assimilation au mandat de la fonction du gérant de société à responsabilité limitée (1).

Et puis et surtout, le texte de l'article 24 est net : le gérant n'est « *révocable* » que pour causes légitimes, c'est donc bien la révocation elle-même et non le droit ou non à indemnité qui est subordonné à l'existence de causes légitimes et nous sommes obligés de déduire qu'à défaut de celles-ci, il ne pourra y avoir, en droit commun, de révocation ou que plus exactement si la révocation a été décidée par les associés, le gérant pourra en demander l'annulation en justice.

C'est dans ce sens que la majorité des auteurs s'est prononcée, d'ailleurs, et dès les premiers commentaires de la loi (2). Il ne pouvait d'autant moins en être autrement que telle avait toujours été l'interprétation donnée à l'article 1856

(1) Voir ci-dessus, p. 58, M. COPPER-ROYER compare également sur ce point le gérant à un locateur de services et la disposition de l'article 24 qui nous occupe à celles de l'article 1780 du Code Civil modifié par la loi du 27 décembre 1890, rapprochement qui peut sembler séduisant et conforme aux paroles des rapporteurs, mais qui est contraire au texte de l'article 24.

(2) LEPARGNEUR, *op. cit.*, n° 26, p. 55. — HUPIN et BOSVIEUX, *op. cit.*, 6^e édition, T. II, n° 1.587. — LACOUR et BOUTERON, *Précis de droit commercial*, 3^e édition, supplément aux tomes I et II, appendice I, n° 19, p. 12. — LYON-CAEN, RENAULT et AMIAUD, *Traité de droit commercial*, 5^e édition, T. II; n° 1029,45, etc..

du Code Civil, auquel la loi de 1925, nous le savons, se réfère ouvertement (1). Mais si le principe est reconnu presque unanimement comme incontestable, il pose lui-même deux autres questions dont l'assimilation avec l'article 1856 rendent les solutions plus délicates.

En l'absence de toute stipulation des statuts (et c'est bien ainsi qu'il faut présenter le problème, puisque nous avons vu que les statuts conservent leur liberté de tout décider autrement) qui a pouvoir initialement de révoquer ? Le Tribunal seul, sur une demande des associés ou ces associés eux-mêmes, de leur propre chef, sous réserve de l'annulation possible par le Tribunal ? Et si l'on reconnaît aux associés un droit propre de prononcer la révocation (seulement annulable) et que le Tribunal, saisi par le gérant, confirme cette révocation, à partir de quelle date celui-ci sera-t-il considéré comme dépouillé de ses fonctions : à partir de la décision des associés ou de celle du Tribunal ?

Questions pratiques à la vérité très importantes. Le droit commun des sociétés en nom collectif et des sociétés en commandite nous apporte ici, pour nous guider, des solutions en général peu précises.

En droit commun, dans l'interprétation stricte de l'article

(1) Et qu'il n'a jamais été contesté qu'en droit commun seul le Tribunal peut apprécier si le motif de révocation est « légitime ». Cf. Notamment BAUDRY et WAHL *de la Société*, n° 296, et en jurisprudence Cass. Req. 8 mars 1892, S. 1896, 1.509.

1856, il ne semble pas possible, à défaut de stipulations des statuts, d'envisager *pour le gérant statutaire* un droit de révocation propre des associés sous la seule réserve du contrôle des Tribunaux; la révocation judiciaire pure et simple sur requête des associés (1) constitue le seul mode de révocation.

C'est un raisonnement d'analogie avec les articles 1184, en général, et 1871, en particulier, du Code Civil en vertu desquels les parties ne peuvent résoudre d'elles-mêmes (« pour justes motifs ») le pacte de société; l'intervention de la justice est nécessaire.

Il ne semble pas que cette première solution doive être adoptée dans les sociétés à responsabilité limitée. Le législateur de 1925, en n'admettant la révocation du gérant que pour causes légitimes, n'a pas voulu se rattacher au principe des articles 1184 et 1871 puisqu'il prévoyait la même mesure pour le gérant non statutaire. Il ne s'agissait pas d'assurer l'intégrité du pacte social dont les modifications étaient d'ailleurs soumises à une décision majoritaire dans les condi-

(1) Cf. LACOUR : *Précis de droit commercial*, n° 156. V. aussi note sous Cass. Req. 8 mars 1892. S. 96, 1.509 et comp. arrêtés précités sur cette question de la révocation. En ce qui concerne l'action en justice des associés la jurisprudence admet presque unanimement *l'action individuelle*, émanant d'un associé isolé, ne considérant pas, par conséquent, cette action comme devant répondre aux conditions de l'action sociale pour laquelle l'adhésion de la majorité serait nécessaire (Paris 11 novembre 1848, S. 1848, 2.687; Paris, 28 février 1850, S. 1850, 2.447).

tions de l'article 31 de la loi. Les auteurs du texte de l'article 24 ont seulement voulu garantir la stabilité de la fonction du gérant en rendant plus difficile la révocation de celui-ci. Pour cela, ils ont fait appel à la disposition de l'article 1856, qu'il faut savoir cependant transposer dans le cadre de la société à responsabilité limitée.

Nous sommes d'avis que, si la révocation judiciaire du gérant de société à responsabilité limitée peut être directement provoquée par les associés ou même par un seul associé par voie d'action individuelle (1) la collectivité des associés, sous le contrôle des Tribunaux, possède essentiellement un *droit propre de révocation*, comme elle seule détient le droit de nomination.

C'est bien pour cette solution que la majorité des com-

(1) L'action individuelle étant ici recevable en conformité du droit commun, v. page précédente note 1. L'arrêt de la Cour d'Appel de Rennes du 10 juillet 1931, que nous citons ci-dessous, admet également ce droit d'action individuelle : « Considérant, dit-il, que dans le silence des textes, en ce qui concerne le droit éventuel de l'assemblée générale de révoquer un gérant statutaire ou non, on ne saurait évidemment refuser à l'Assemblée le droit de prendre à la simple majorité des voix de l'article 27 l'initiative d'une demande en justice en ce sens, initiative qu'au surplus, à défaut des gérants agissant au nom de la société, *pourraient même prendre des associés agissant individuellement* ». Cf. cependant HOUPIŒ et BOSVIEUX et PIC et BARATIN, *op cit.* et *loc. cit.* pour les demandes fondées sur les *fautes de gestion*,

mentateurs de la loi s'est prononcée (1). Mais ces auteurs allant jusqu'au bout de leur principe décident que si le Tribunal, saisi par le gérant d'une demande d'annulation, confirme la décision des associés, la révocation prendra date et le gérant sera considéré rétroactivement comme dépouillé de ses fonctions à compter de cette décision même, et non à compter du jugement du Tribunal.

Nous voudrions tout de suite opposer à cette solution celle qui a été admise par un arrêt fort intéressant, parce qu'il paraît encore comme la principale décision de jurisprudence en la matière, de la Cour d'Appel de Rennes, du 10 Juillet 1931 (2). Cet arrêt, après avoir constaté les divergences doctrinales sur l'ensemble de la question, tout en paraissant admettre le droit de révocation de l'Assemblée, décide implicitement que la révocation émanant de celle-ci, si elle est confirmée par le Tribunal, ne prendra date qu'à compter du jugement : « considérant, dit-il, qu'en ce qui concerne, au contraire, la révocation prononcée d'autorité, la décision prise par l'Assemblée ne saurait être opposable au gérant révoqué s'il ne consent pas à l'accepter, l'assemblée ne pouvant être à la fois juge et

(1) PIC et BARATIN, *op. cit.*, n° 284. — HOUPIIN et BOSVIEUX, *op. cit.*, t. 2, n° 1.587. — LÉPARGNEUR, *op. cit. loc. cit.* — GAIN, *op. cit.*, n° 53. — LYON-CAEN, RENAULT et AMIAUD, *op. cit.*, 2^e partie, n° 1.029.45. — DROUETS, *op. cit.*, p. 198.

(2) S. 1932, 2.33 et la note fort intéressante et très complète qui l'accompagne de M. Gaston LAGARDE,

partie quant à l'appréciation de la légitimité des causes de la révocation; que le gérant révoqué par l'Assemblée est donc en droit de continuer ses fonctions, *sauf dommages-intérêts éventuels envers la société, si ses agissements sont jugés préjudiciables à celle-ci par le Tribunal*; que la société, de son côté, peut devenir passible de dommages-intérêts envers le gérant révoqué par l'Assemblée générale, si la révocation est annulée par décision de justice et si les griefs qui l'ont motivée de la part de l'assemblée sont reconnus non justifiés ».

Ainsi la Cour d'Appel de Rennes ne fait-elle pas dépendre la validité des actes du gérant révoqué de la décision de justice, comme le veulent la majorité des commentateurs que nous avons cités. Ces actes du gérant jusqu'au jugement — et quelque soit le sens de ce jugement — demeureront valables, puisque la Cour ne prévoit qu'un droit réciproque de dommages-intérêts en faveur du gérant ou des associés suivant que c'est l'attitude de ceux-ci ou de celui-là qui aura été condamnée et qu'en outre les actes de la partie condamnée auront été préjudiciables à l'autre (simple application du droit commun de l'article 1382).

Cette thèse a les avantages d'une solution nette : elle évite bien des complications et des procès sur la validité des actes des gérants pendant la période intermédiaire entre la décision de l'Assemblée et le jugement et sur les droits, pendant cette période, des tiers de bonne foi, qu'il faut bien, en tout état de cause, réserver.

Mais nous ne voyons pas très bien ce qui distinguerait, en fait, la solution ainsi proposée de la révocation judiciaire pure et simple, puisque c'est le jugement du Tribunal et à compter de sa date qui, seul, produit effet : les associés auront aussi tôt fait de demander directement en justice la révocation.

Nous sommes, pour nous, d'avis qu'il faut admettre dans sa plénitude le droit de révocation des associés. Si le Tribunal reconnaît que la révocation est régulièrement intervenue, qu'elle a été prononcée pour « causes légitimes », la révocation doit retrouver rétroactivement son plein effet à compter de la date à laquelle elle a été prononcée. Le Tribunal, en l'occurrence, constate seulement sa régularité. Les actes faits dans l'intervalle par le gérant, ainsi régulièrement révoqué, sont donc annulables, ayant été effectués par une personne qui n'avait pas qualité de représenter la société. Solution qui, nous venons de le faire entrevoir, est une source de procès, parce que, au surplus, les droits des tiers de bonne foi ayant traité avec le gérant dans l'ignorance de la révocation, devront être réservés, mais solution logique, la seule qui, en l'absence d'une disposition explicite de la loi puisse être appliquée. Ajoutons qu'un moyen pratique permet d'éviter les inconvénients signalés plus haut : c'est la nomination par voie de référé, par exemple, d'un administrateur provisoire, lequel aura mission d'assurer la gestion pendant la durée du litige partageant gérant et asso-

ciés (1). Les actes de gestion de cet administrateur engageront en tout état de cause la société et ainsi seront sauvegardés les droits des tiers et la tranquillité des associés eux-mêmes.

Une dernière question mérite enfin d'être éclaircie : c'est celle de la majorité nécessaire à l'Assemblée pour prononcer la révocation du gérant, dans le cas où les statuts n'ont pas eux-même fixé ce point de procédure, ainsi qu'aucune disposition d'ordre public ne les en empêche.

Nous ne sommes pas de l'avis de la plupart des auteurs qui estiment suffisante pour la révocation du gérant statutaire comme pour celle du gérant non statutaire, la simple majorité en capital de l'article 27. requise pour les décisions ordinaires des associés (2). Ces auteurs veulent étendre, en cette matière, l'assimilation établie par la loi entre le gérant statutaire et le gérant non statutaire, pour les causes de la révocation : ils estiment que s'il y a traitement égal sur la question principale des causes de la révocation, il ne peut en être autrement sur un point de procédure secondaire.

Mais aucune disposition de la loi ne permet d'établir une

(1) Dans ce sens notamment HOUPIŒ et BOSVIEUX, *op. cit.* et *loc. cit.*

(2) Dans ce sens HOUPIŒ et BOSVIEUX, *op. cit.* et *loc. cit.* — LEPARGNEUR, *op. cit.* et *loc. cit.* — LYON-CAEN, RENAULT et AMIAUD, *op. cit.*, n° 1.029.45. — GAIN, *op. cit.* et *loc. cit.* — LACOUR et BOUTERON, *op. cit.*, supplément aux T. I et II, appendice I, n° 19.

pareille règle (1). Il est impossible en l'absence de texte contraire, de ne pas appliquer à la révocation du gérant statutaire les dispositions de l'article 31 de la loi du 7 Mars 1925 en vertu desquelles toute modification aux statuts, et la révocation du gérant statutaire en est une, doit être décidée par la majorité des associés représentant les trois-quarts du capital social, soit une double majorité en capital et en têtes. Seule la révocation du gérant non statutaire sera possible par une décision des associés réunissant la simple majorité de l'article 27.

C'est dans ce sens, au surplus, qu'a statué l'arrêt de la Cour de Rennes du 10 Juillet 1931 (2). Cette interprétation,

(1) Comme l'a écrit M. Gaston LAGARDE dans sa note au Sirey sous l'arrêt précité de la cour de Rennes (S. 1932, 2.353) « la loi qui crée explicitement, pour les causes de la révocation, une sorte de nivellement par le haut entre les deux catégories de gérants n'édicte point de nivellement par le bas qui supprimerait les garanties de majorité accordées au gérant statutaire ».

(2) « Considérant, d'autre part, dit l'arrêt... qu'il paraît résulter implicitement des termes mêmes de la loi de 1925 qu'il convient de distinguer entre le gérant statutaire et le gérant non statutaire, quant à la majorité requise pour leur révocation par l'Assemblée générale, encore que cette distinction ne soit spécifiée par la doctrine en général; qu'en effet, si l'art. 24 pose en principe et sans faire de différence entre eux, que, dans un cas comme dans l'autre, la révocation ne peut être prononcée sans cause légitime, la révocation du gérant non statutaire semble seule rentrer dans la catégorie des décisions qui, aux termes de l'article 27 n'exigent pour leur validité qu'une majorité représentant plus de la moitié du capital social; que la révocation du gérant statutaire au contraire implique une

seule logique à notre sens, à sans doute l'inconvénient de renforcer l'autonomie du gérant, s'il est gérant statutaire, en rendant plus difficile sa révocation : il suffira à ce dernier de posséder 30 % du capital social pour faire échec à toute proposition de révocation présentée à l'Assemblée (1). Mais n'oublions pas cependant que demeure toujours possible la révocation judiciaire pure et simple et, comme nous l'avons vu, sur demande même d'un seul associé.

Il nous reste enfin à préciser brièvement ce que nous devons entendre par « gérant statutaire ». Dans le droit commun des sociétés en nom collectif et en commandite, cette notion du gérant statutaire elle-même, en effet, se trouve controversée : d'après une certaine thèse (2) qui prétend faire prévaloir l'intention présumée des parties, ce n'est point

modification aux statuts qui l'ont constitué gérant, et par suite, doit être décidée par la majorité des associés représentant les trois-quarts du capital social prévue à l'article 31 ».

Cf. également Jean COPPER-ROYER, *op. cit.*, n° 67, p. 225.

(1) Remarquons, en effet, que l'article 31 de la loi du 7 mars 1925 (à l'encontre de la disposition de la loi du 1^{er} mai 1930 et antérieurement celle de la loi du 22 novembre 1913, modifiant l'article 31 de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés anonymes), ne prévoit pas de quorum décroissant au cas où une première fois, le quorum imposé ne serait pas atteint.

(2) Cf. LYONÉCAEN, RENAULT et AMIAUD, *op. cit.*, première partie, n° 258, en faveur de l'application de cette thèse au gérant de société à responsabilité limitée, v. la note précitée de M. Gaston LAGARDE, au Sirey.

la nomination par les statuts ou en vertu d'une modification des statuts, qui confère essentiellement au gérant ce caractère, mais le fait que le gérant a accepté *simultanément* la fonction de gérant et la qualité d'associé. Dans ce cas, le gérant serait présumé, en effet, avoir accepté d'entrer dans la société et de supporter sa part du risque social qu'à la condition d'exercer la fonction de gérant : les deux qualités de gérant et d'associé seraient dans son esprit indivisiblement liées, et c'est pourquoi à cette condition seule devraient lui être réservées les garanties prévues par la loi pour les modifications du pacte de société.

Ainsi se trouverait exclu de la catégorie du gérant statutaire, l'associé devenu gérant *postérieurement* à son entrée dans la société, alors même que les statuts, par voie de modification régulière, feraient état de sa nomination.

Nous croyons que si cette thèse peut être soutenue dans les sociétés en nom collectif, ou en commandite où le gérant accepte, avec la qualité d'associé, une responsabilité indéfinie qui peut se présenter pour lui comme la contrepartie des avantages de sa charge, il est aventureux de l'adapter à la société à responsabilité limitée où le gérant s'il est associé, et il peut ne pas l'être, n'est responsable que jusqu'à concurrence du montant de sa part. En tant qu'associé, le gérant de société à responsabilité limitée est un capitaliste soucieux de la rémunération de son placement, beaucoup plus, ici, qu'une personne appelée à fournir une garantie de sa gestion, puisque, au surplus, la loi ne l'oblige pas à cette garantie.

Nous croyons que le critère de la distinction entre gérant statutaire et gérant non statutaire est bien simplement *le titre* d'où résulte la nomination du gérant (1). Celui-ci sera donc gérant statutaire — et comme tel bénéficiera des garanties de majorité de l'article 31 — s'il tient sa nomination non seulement d'une disposition originaire des statuts, mais aussi d'une modification postérieure, mais régulière de ceux-ci, qu'il soit associé ou non et s'il l'est, quelle que soit la date de son entrée dans la société. C'est seulement si les associés ont voulu donner à la nomination du gérant la consécration solennelle d'une mention statutaire que les formes solennelles prévues pour les modifications des statuts devront être normalement exigées, en sens inverse, pour sa révocation.

Ainsi se précisent les effets de la disposition de l'article 24 alinéa 3; ces effets, que nous avons tenu à rechercher de façon complète parce que leur intérêt pratique le méritait, soulignent encore dans leur ensemble le caractère de plus

(1) V. en ce sens en droit commun pour un gérant de société en commandite par action (interprétation analogue de l'article 1856) la note de M. Georges RIPERT, au Dalloz, *sous arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 18 novembre 1926*, D. P., 1927, 2.113)... « Mais l'article 1856, c. civ. qui fait une distinction entre le gérant désigné dans l'acte de société et celui qui reçoit ses pouvoirs postérieurement, ne fait pas reposer cette distinction sur la date de la nomination mais sur le titre de la nomination. Le gérant est irrévocable s'il tient ses pouvoirs du contrat de société; il est révocable s'il a reçu mandat des associés (V. POTHIER : *Traité de la société*. Chapitre III, n° 71). La situation du gérant dépend uniquement de la *cause juridique de son droit* ».

grande autonomie et de plus grande autorité que la loi du 7 Mars 1925 a voulu conférer au gérant de société à responsabilité limitée. Le législateur de 1925 interdit par son texte — sous réserve heureusement d'une clause contraire des statuts — la révocation du gérant hors le cas de « causes légitimes » que doit apprécier souverainement l'autorité judiciaire. C'est une nouvelle restriction qui est apportée au droit, déjà bien restreint, des associés d'intervenir dans la gestion de la personne à laquelle ils ont cependant confié tout le sort et toute l'activité de leur affaire. Cette disposition, moins dangereuse — parce qu'elle n'est pas d'ordre public — que celle de l'alinéa 2 du même article, peut, cependant, combinée avec celle-ci, contribuer à notre avis au même effet regrettable : celui d'enlever au mode d'administration des sociétés à responsabilité limitée cette forme de collaboration intime que devait leur conserver leur caractère subsistant de société de personnes unies par un lien propre, le plus souvent sous une même raison sociale.

CONCLUSION

Dans une matière en elle-même aussi neuve, pour notre droit, que celle de la société à responsabilité limitée, le législateur du 7 Mars 1925 a cru devoir, semble-t-il, en tous points innover : il l'a fait, aussi bien, en réglementant d'autorité la gérance de la nouvelle société, et il ne paraît pas que les dispositions en ce sens contenues dans l'article 24 de la loi constituent, nous l'avons vu, de très heureuses initiatives.

La première de ces dispositions qui est capitale donnant pouvoirs au gérant d'engager la société par tous ses actes, sans effets possibles, à l'égard des tiers, des restrictions statutaires, aboutit — croyons-nous — à accorder au gérant dans l'exercice de son activité sociale une omnipotence injustifiée et à le soustraire à tout véritable contrôle des associés.

Sans doute, en empruntant directement cette disposition à la loi allemande, les auteurs de ce texte n'ont-ils pas assez pesé ses possibilités d'adaptation aux règles traditionnelles de notre droit et à nos mœurs commerciales.

La distinction allemande entre rapports internes et rap-

ports externes de la société, *Geschäftsführung* ou *Vertretung* semble devoir nous rester, en effet, étrangère. Le droit des associés de sanctionner par une action en dommages-intérêts, voire par la révocation, le manquement par le gérant à ses obligations internes nous paraît négligeable, parce qu'il implique, en fait dans le premier cas, en droit dans le second, la cessation même des rapports entre gérant et associés et la fin de la gérance; et c'est pour cette raison, nous l'avons vu, que les rédacteurs des statuts se résignent à abandonner aujourd'hui ce droit « théorique » et à consacrer purement et simplement les pouvoirs légaux du gérant, c'est-à-dire son omnipotence.

Mais pourquoi de tels pouvoirs ? La disposition qui les édicte n'a pas seulement en soi l'inconvénient de rompre avec les règles traditionnelles de notre droit des sociétés. Elle crée une situation vraiment illogique, attribuant sans cause au gérant de société à responsabilité limitée une capacité et une autorité plus grandes que celles des gérants des sociétés de type classique, des sociétés en nom collectif ou en commandite. Cependant, ces derniers gérants sont des associés à responsabilité indéfinie qui ont accepté sans réserve la charge de l'affaire : le gérant de la nouvelle société peut même ne pas être associé, et s'il l'est, il a mis prudemment, comme tel, une partie de son patrimoine à l'abri des risques de son activité propre.

Enfin, ce texte de l'article 24 vicie le pacte même de socié-

té, du moins en son esprit. Car les associés non gérants dans une société à forme restreinte qui demeure par maints de ses caractères une société de personnes, n'ont pas l'intention de borner leur rôle à celui de capitalistes attendant la rémunération de leurs parts et surveillant (par des moyens de contrôle forcément rudimentaires) la gestion de leur capital investi; ils doivent pouvoir collaborer à l'entreprise. La collectivité des associés dont ils font partie, constitue l'organe souverain de la société qui, comme tel, doit être à même d'intervenir dans les actes les plus importants et dicter au gérant sa conduite générale.

Fait curieux : cette disposition, calquée sur la loi allemande, est édictée, en principe, dans l'intérêt des tiers; elle est destinée à assurer à ceux-ci, en tout état de cause, la garantie sociale. Or nous avons vu qu'en fait, elle est de nature à desservir les tiers. Car pour vouloir éviter à ceux-ci une erreur — d'ailleurs rare — sur les pouvoirs du représentant de la société, elle risque d'en accréditer une autre singulièrement plus grave: celle qui résulte de la confusion entre la personne même du gérant et celle de la société, et qui consiste à perdre de vue la forme sociale de l'entreprise pour ne plus voir à tort que la surface personnelle fréquemment plus considérable de celui qui la gère (et qui souvent de mauvaise foi spéculé sur cette confusion). Par là, la condition juridique du gérant touche au problème général des risques et du crédit de la société à responsabilité limitée. Une pratique comme la pratique bancaire de la caution

solidaire du gérant, que nous avons signalée, met singulièrement en relief ce point de vue.

La *Société d'Etudes Législatives* dans une de ses sessions déjà anciennes (1927) a proposé de modifier le texte de l'article 24 alinéa 2 de la façon suivante : « Ils (les gérants) sont nommés par les associés soit dans l'acte de société, soit dans un acte postérieur pour un temps limité ou sans limitation de durée. *Sauf stipulation contraire* des statuts, ils ont tous pouvoirs pour agir au nom de la Société en toutes circonstances ». Solution qui aurait pour effet, supprimant la disposition d'ordre public actuelle, de laisser aux statuts toute leur souplesse et toute latitude de disposer des pouvoirs des gérants comme ils l'entendraient.

Mais nous ne voyons même pas pourquoi, en droit commun, les gérants continueraient à avoir « tous les pouvoirs » ; nous croyons que doivent leur être laissés normalement les seuls pouvoirs d'administration des autres gérants de société.

Ainsi, dans l'état actuel du texte législatif, une seule arme, mais radicale, reste entre les mains des associés à l'égard du gérant, c'est le droit de révocation. Or, nous avons vu combien nous apparaissait peu logique la disposition de l'article 24 alinéa 3, d'après laquelle le gérant n'est jamais révocable que pour causes légitimes. Outre les difficultés nombreuses d'application de ce texte, difficultés que nous avons essayé de résoudre, cette disposition renforce singu-

lièrement l'autorité déjà trop grande du gérant, en affaiblissant encore le droit d'intervention des associés.

À vrai dire ces dispositions de l'article 24, exorbitantes de notre droit commun, semblent procéder d'une conception trop particulière du législateur, révélée par les travaux préparatoires : la conception du gérant « père de famille », chef omnipotent de cette société familiale, que devait être dans son esprit la société à responsabilité limitée. L'on se demande pourquoi, celle-ci aurait un caractère plus « familial » que les sociétés en nom collectif ou en commandite, sociétés essentiellement de personnes ; et, si les associés sont vraiment unis par un lien familial, ce qui est loin d'être toujours le cas, pourquoi l'autorité du prétendu chef de famille y serait plus grande.

Au contraire, le lien familial n'est-il pas souvent atténué ici par cela seul que tout l'avoir de la famille n'est pas engagé dans l'affaire ? Rien, en tous cas, dans les caractères généraux de la société à responsabilité limitée n'implique cette abdication de pouvoirs entre les mains d'un seul.

Si dans un domaine où il fallait, certes, innover puisque c'était toute une institution nouvelle qui entrait dans notre droit, l'on pouvait cependant conserver quelques règles essentielles de nos institutions, c'était bien dans une matière comme celle de la condition du gérant, puisque celle-ci ne touche pas aux principes essentiels de la société. Il est regrettable que le législateur n'ait point saisi cette occasion

de rendre ainsi plus facile l'adaptation de cette dernière à notre droit et à notre pratique commerciale, en conservant un ensemble de règles qui ayant fait ses preuves peut-être considéré jusqu'à démonstration contraire, comme précieux.

Vu :

Le Président de la thèse,

Jean ESCARRA

Vu :

Le Doyen :

H. BARTHÉLEMY

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

CHARLÉTY,

BIBLIOGRAPHIE

Code Civil.

Code de Commerce

Code de Procédure Civile

Journal Officiel (Débats parlementaires et annexes)

Recueil périodique et critique de jurisprudence DALLOZ

Recueil hebdomadaire de jurisprudence DALLOZ

Recueil périodique des lois et arrêts SIREY

AUGER et MICHEL. — *Commentaires de la loi sur les sociétés à responsabilité limitée.*

BAUDRY et WAHL. — *De la société*, 3^e édition.

BÉRESKINOFF. — *De la mesure dans laquelle les dispositions législatives sur les sociétés à responsabilité limitée sont d'ordre public.* Thèse Paris 1929.

Bulletin de la Société d'Etudes législatives. — années 1920-21 t. 17.

DROUETS. — *Traité des sociétés à responsabilité limitée*, 2^e édition,

GAIN. — *Les sociétés à responsabilité limitée*. 3^e édition.

Jacques HATT. — *La société à responsabilité limitée en droit allemand contemporain*. Thèse Paris 1908.

HOUPIN et BOSVIEUX. — *Traité général des sociétés civiles et commerciales*. 6^e édition.

Jean COPPER-ROYER. — *Les sociétés à responsabilité limitée en droit français*.

LACOUR et BOUTERON. — *Précis de droit commercial*. 3^e édition.

LAMY. — *Des limitations statutaires des gérants dans les sociétés à responsabilité limitée*. Thèse Dijon 1929.

LEPARGNEUR. — *La loi nouvelle sur les sociétés à responsabilité limitée*.

Lyon-Caen, RENAULT et AMIAND. — *Traité de droit commercial*. 5^e édition.

MOUGIN. — *La garantie des tiers dans les sociétés à responsabilité limitée*. Thèse Dijon 1926.

PIC. — *Traité des sociétés civiles et commerciales*.

PIC et BARATIN. — *Des sociétés à responsabilité limitée*.

POTTIER. — *Des sociétés à responsabilité limitée*.

THALLER et PERCEROU. — *Traité élémentaire de droit commercial*. 7^e édition.

Annales de droit commercial.

Bulletin de la Société d'Etudes législatives, années 1920-21
t. 17.

Gazette du Palais.

Journal des Sociétés.

Revue trimestrielle de droit civil.

Revue des Sociétés.

Semaine juridique.

Procès-verbaux des séances de la Chambre de commerce
de Strasbourg, année 1920.

TABLE DES MATIERES

	PAGES
Introduction	7

PREMIERE PARTIE

Les pouvoirs légaux des gérants de société à responsabilité limitée

CHAPITRE I. — Les dispositions de l'article 24 de la loi du 7 Mars 1925.....	13
CHAPITRE II. — La Genèse du texte de l'article 24....	22
CHAPITRE III. — L'application des dispositions de l'article 24 :	
Section I : les limitations statutaires des pouvoirs des gérants et la jurisprudence.....	31
Section II : la question de la gestion collective.....	34
Section III : le gérant « représentant légal » de la société	46

DEUXIEME PARTIE

*La protection des tiers et des associés contes les actes
du gérant*

CHAPITRE I. — La protection des tiers.....	51
Section I : critique des dispositions de l'article 24..	53
Section II : les moyens de protection mis en œuvre par la pratique, la caution solidaire du gérant....	62
CHAPITRE II. — La protection des associés. Etude du droit de révocation d'après la loi du 7 mars 1925..	72
Section I : le droit de révocation de l'article 24 et les problèmes qu'il pose dans son application.....	76
Section II : le principe de l'irrévocabilité du gérant sauf causes légitimes est-il d'ordre public ?.....	81
Section III : les pouvoirs et le rôle respectif des asso- ciés et de l'autorité judiciaire dans le prononcé de la révocation suivant l'article 24.....	85
Conclusion	101
